



**HAL**  
open science

## La bataille de Marseille. Débat architectural et agence d'urbanisme

Jean-Louis Parisis, Emmanuelle Lott

► **To cite this version:**

Jean-Louis Parisis, Emmanuelle Lott. La bataille de Marseille. Débat architectural et agence d'urbanisme. [Rapport de recherche] 526/88, Ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports / Bureau de la recherche architecturale (BRA); Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur; Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy / Groupe d'étude et de recherche sur l'espace moderne (GEREM). 1988. hal-01904134

**HAL Id: hal-01904134**

**<https://hal.science/hal-01904134>**

Submitted on 24 Oct 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

526

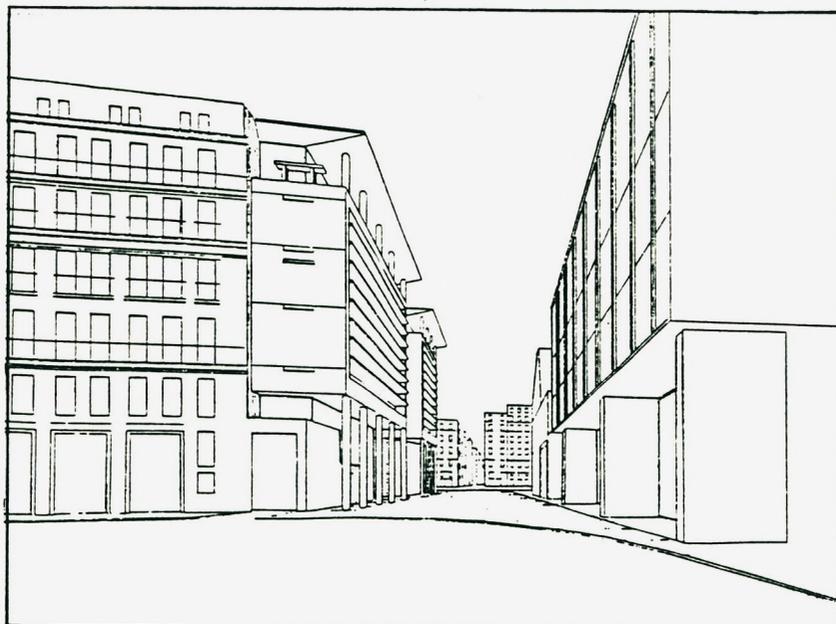
EX  
A. COULON

LA BATAILLE DE MARSEILLE

---

DEBAT ARCHITECTURAL ET AGENCE D'URBANISME

---



JEAN-LOUIS PARISIS  
EMMANUELLE LOTT

---

AVRIL 1988

GROUPE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR L'ESPACE MODERNE.  
ECOLE D'ARCHITECTURE DE MARSEILLE-LUMINY

Le présent document constitue le rapport final d'une recherche exploratoire remise au Bureau de la Recherche Architecturale en exécution du programme général de recherche mené par le Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports avec le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. Les jugements et opinions émis par les responsables de la recherche n'engagent que leurs auteurs.

Convention N°87.01.385

- AVERTISSEMENT -

---

Comme New-York, Naples ou Barcelone, Marseille est une légende, un mythe né d'un âge d'or définitivement révolu, une longue histoire où se croisent itinéraires sordides et destins hors du commun.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus à la galerie des portraits: à la multiplications des conflits sociaux et à l'exacerbation des tensions culturelles répondraient faillites et départs d'entreprises et l'image de la ville fonctionnerait chaque jour un peu plus comme un véritable repoussoir.

Marseille va mal sans doute, mais en marge des discours fatalistes et des stratégies suicidaires, la ville bouge et les projets s'accumulent dans les bureaux des administrations et sur les calques des architectes.

Au delà d'une réflexion générale sur les rapports entre débat architectural et agence d'urbanisme et sur ses implications locales, c'est aussi à cet autre regard sur Marseille que voudrait inviter notre travail.

\* \* \*

\*

- D'UNE IMAGE L'AUTRE -

---

"Marseille demeure aujourd'hui la capitale d'un empire dont les stigmates lui collent à la peau... Par sa bigarrure, ses lieux de tous les cultes et ses viandes accrochées à toutes les sauces, son masque de tolérance et ses soudaines explosions de haine raciale, ses cinémas ruisselant de néon et ses kiosques à journaux ployant sous les revues de cul, ses col-porteurs et ses clodos, ses estropiés et ses routards au bout du rouleau, ses adjudants de carrière et ses marins en goquette, ses débits en plein vent et ses chats demi-sauvages qui les nuits de pleine lune copulent avec des cris affreux".(1)

Entre le souk et la cour des miracles, voilà pour cette nouvelle Babylone où politique urbaine et architecture s'effacent derrière l'exotisme et le folklore; après les joueurs de cartes et les gangsters des années 30, voilà pour la nouvelle image de Marseille qui comme les précédentes oublie au passage la réalité de l'agglomération.

Pour y voir peut-être plus clair, ouvrons alors la dernière enquête du Monde .(2) Aux premiers plans de l'actualité locale: "la bataille de la mairie"

---

(1) J.ROLLIN, La traversée de Marseille, in Légende du siècle, n°2, mai 1987.

(2) Villes au futur: Marseille, in Le Monde, supplément au n°13.083 du 20 février 1987.

et "la reconquête du centre-ville", "l'avenir de l'immigration" et "les sombres perspectives du port", "le renouveau de l'O.M." et "la fin du désert culturel"... A l'évidence, si l'emphase poétique cède la place ici à la métaphore militaire et à l'illusion de l'objectivité, c'est pour mieux attirer l'attention sur un état d'urgence où seuls le sport et la culture tireraient leur épingle du jeu.

Acceptons pour l'instant ce diagnostic, mais comment reconquérir alors ces territoires perdus et ces friches si lourds de toutes les menaces? Sans nouveau leader charismatique, avec quelles tactiques et quelles stratégies engager le combat? Avec quelles troupes et sur quels fronts mener la bataille? A ces questions qui mobilisent aujourd'hui la classe politique et l'intelligentsia locales, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise s'est elle aussi efforcée de répondre par des réflexions propres à alimenter le discours et l'action de la municipalité et de ses services techniques et par une participation à l'instruction et au suivi des opérations elles-mêmes. DEUX TYPES DE REPONSES POUR UNE SEULE PRIORITE.(1)

---

(1) L'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise étant mieux connue localement comme l'AGAM, nous utiliserons désormais ce sigle.

- I -

LA RECONQUETE DU CENTRE

---

"Toute interrogation sur le devenir de la ville passe aujourd'hui par une interrogation sur le devenir de son centre": à choisir dans l'abondante production de l'AGAM, telle est probablement la formule qui résume au plus près ses réflexions et son action en cette fin des années 80.(1) Abandon alors des priorités des années 70? Repli sur le centre-ville au détriment des périphéries? Désintérêt pour une politique de développement social des quartiers et tout particulièrement pour une requalification des fameux quartiers Nord? Pas vraiment sans doute, mais plus probablement un de ces effets de balancier propres à la politique urbaine où le chassé-croisé entre centre et périphéries peut se lire aussi en fonction des échéances électorales et de leurs enjeux à court terme.

1- Les enseignements des années 60

Face à ce retour du centre-ville comme nouvelle ur-

---

(1) A.MASBOUNGI, Des propositions pour une redéfinition d'une stratégie d'aménagement du centre de Marseille, AGAM, novembre 1982.

gence politico-urbanistique, arrêtons nous alors sur les grands projets des années 60 où la mise en service du complexe industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer et de la liaison Rhin-Rhone devaient permettre à Marseille de renouer avec son passé en plongeant définitivement dans la modernité.

Au premier rang, le projet réactualisé du Centre directionnel: 350.000m<sup>2</sup> de bureaux, 110.000m<sup>2</sup> de commerces, 2.500 logements et des équipements de toutes sortes pour adapter le centre-ville à ses nouvelles fonctions nationales et internationales et accessoirement, pour casser le déséquilibre historique entre le Nord et le Sud de l'agglomération. Bref, un projet mégalomane qui va connaître le même sort que ces prédécesseurs, à savoir que la défection des investisseurs interdira tout achèvement du programme.

La politique de réhabilitation ensuite et son objectif de protection de l'habitat du centre-ancien. Echec ou demi-échec là aussi dans la mesure où protection rigoureuse du bâti et absence de politique d'équipement vont bloquer le retour tant attendu des couches moyennes et précipiter le déplacement de la centralité vers d'autres périmètres urbains ou péri-urbains.

Nous retiendrons alors de ces années 60 les déceptions d'un projet inachevé qui devait faire basculer le centre-ville dans la modernité et les con-

traditions entre cet objectif de modernisation et une politique de protection visant à préserver et à valoriser un patrimoine très largement surestimé.

Pour certains, l'explication est simple: "L'alliance de Defferre et des centristes a produit en matière urbanistique quelque chose de paradoxal et vu avec le recul, gros d'incohérence. Dans les années 60, une répartition du travail s'est effectuée entre les socialistes et leurs alliés: ceux-ci s'occupent des choses et ceux-là des hommes. Les choses, c'est l'économie et l'urbanisme, les hommes, ce sont bien sur les électeurs, mais plus exactement les marseillaises et les marseillais".(1)

Explication trop simple ou trop polémique sans doute pour l'AGAM qui préfère aujourd'hui encore s'en tenir à la réserve et à l'expertise: "L'évolution des idées, celle des fonctions et des pratiques urbaines, la confrontation aux difficultés opérationnelles et l'exacerbation des dangers de dégradation du centre amènent la ville à se reposer le problème en nuancant certains dogmes auparavant admis et en jouant de manière nouvelle des cartes abandonnées".(2) Prenons acte alors de cette prise de conscience bien nuancée en effet et de ce retournement plus tardif à Marseille qu'ailleurs, mais voyons surtout quels en sont les effets sur les discours et les pratiques de l'Agence.

(1) PH.SAN MARCO et B.MOREL, Marseille: l'endroit du décor, Edisud, 1983.

(2) Quelles politiques pour la revalorisation du centre de Marseille, AGAM, ni signé ni daté.

## 2- La fin du statu-quo

A droite comme à gauche, en petits comités comme dans les assemblées les mieux fournies, plus une voix ne manque aujourd'hui pour appeler à la mobilisation salvatrice et pour faire sien le diagnostic de l'AGAM: "Un scénario du statu-quo et du laisser-faire pourrait laisser craindre, non un maintien de l'état actuel, mais une paupérisation croissante du centre avec son appropriation exclusive par une population marginalisée à la manière des downtown nord-américaines et ce processus pourrait s'avérer irréversible".(1)

Unanimité sur le fond donc, mais interprétations différentes des responsabilités et divergences surtout quant aux moyens à employer pour enrayer et si possible inverser ce scénario-catastrophe. Organisme para-municipal longtemps soumis à l'autocratie des "années Defferre" et aujourd'hui aux luttes de succession de l'après-defferrisme, c'est sous des pressions multiples que l'Agence s'est efforcée durant ces dernières années de donner un contenu technique aux prises de position et aux déclarations politiques.(2)

En rappelant d'abord contre l'emphase et la démagogie les enjeux d'une véritable politique urbaine du centre-ville:

---

(1) A.MASBOUNGI, op.cité.

(2) Voir notamment G.ROCHU, Les années Defferre, A.Moreau, 1983.

- modifier son image par une mise en valeur du patrimoine qui ne reculerait pas devant quelques opérations symboliques et coûteuses.
- enrayer sa désertification par une politique qualitative de l'habitat et jouer le melting-pot social contre l'insécurité.
- reconstituer ses fonctions commerciales et décisionnelles en réhabilitant systématiquement espaces publics et équipements.

En s'interrogeant ensuite sur les orientations et là, malgré la prudence bien connue de l'institution, apparaissent les premières divergences entre discours municipal et recommandations de l'Agence:

- intéresser les investisseurs privés et assurer une répartition cohérente entre interventions publiques et interventions privées. C'est peut-être crier bien haut ce que certains pensent tout bas depuis longtemps, mais c'est aussi engager explicitement la critique de la "reconquête du centre entreprise uniquement par voie d'action municipale et avec des organismes constructeurs sociaux".(1)
- poursuivre une véritable politique de réhabilitation du patrimoine urbain à partir de critères urbanistiques et architecturaux: axes, îlots, bâtiments publics... et non plus à partir de critères politiques et électoralistes.

---

(1) A.MASBOUNGI, op.cité. A l'inverse, la thèse de PH.SAN MARCO et B.MOREL, op.cité: "En ville, l'urbanisme est fondamentalement lié au problème de l'habitat, donc à celui du logement. La solution de facilité serait donc de livrer tous ces espaces à des promoteurs privés. Certes, on peut être sur qu'ils feraient en sorte qu'une "nouvelle population" s'y installe. Le vieux rêve de la bourgeoisie marseillaise serait enfin réalisé".

- jouer le centre contre le quartier pour casser l'image d'un centre-ville morcelé. Dans une ville aussi fortement marquée par une division politique du territoire, c'est prendre clairement position contre le clientélisme et choisir le camp des "modernes" contre celui des "anciens".

En s'attachant enfin à poser les principes d'un nouvel aménagement urbain:

- "l'aménagement global et fini" comme alternative à la logique des opérations ponctuelles et misérabilistes.

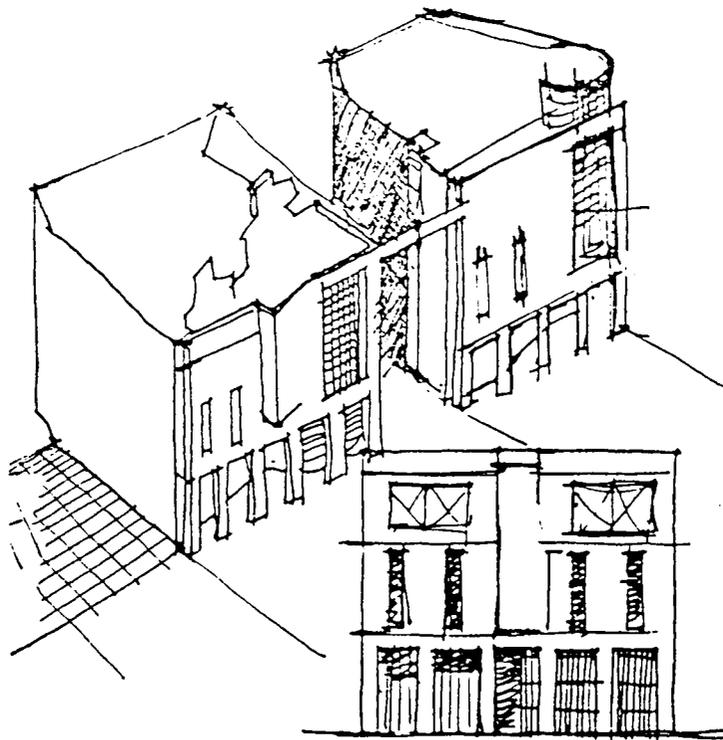
- "le parcours" et "le réseau" comme instruments d'une "centralité continue" et comme garants de l'animation et de la sécurité.

- "le phasage" ou la hiérarchisation de l'aménagement à partir de quelques "opérations locomotives".

- "le caractère urbain" ou le retour aux "grandes leçons de l'urbanisme français (et à sa) recherche d'ordonnancement, de composition et de géométrie urbaine" comme contre-feu à l'éclectisme et à l'anecdotique.

A l'évidence, il y a bien dans cette redéfinition des enjeux, des orientations et des principes, une volonté de se démarquer des discours et des pratiques antérieures pour tenter d'élaborer une véritable politique du centre-ville. Pour autant, deux remarques s'imposent ici: la première qui renvoie à l'explicitation publique de cette volonté de chan-

gement et à la nécessité pour qui cherche à en comprendre le sens de lire entre les lignes; la seconde qui concerne l'instrumentation technique de cette volonté, bien éloignée nous semble-t-il des derniers acquis de la recherche urbaine. Penser en effet l'aménagement urbain en terme d'axes ou d'ilôts, c'est s'approprier sans doute les instruments déjà bien rodés de l'analyse typo-morphologique; revendiquer par contre un retour aux "grandes leçons de l'urbanisme français", c'est laisser le champ libre aux interprétations et aux dérives conservatrices.



- II -

CONSTRUIRE LA VILLE SUR LA VILLE

---

"Dans les innombrables anfractuosités des agglomérations faites d'espaces résiduels, trous, marges et lieux sans nom, se profile la perspective d'un remplissage progressif attentif aux signes de l'usage et aux traces et au potentiel poétique du déjà-là... L'agglomération deviendra ville par le jeu subtil et magnifique de la construction de la ville sur la ville."(1)

"Comparée aux autres pays d'Europe comme l'Italie, la Hollande et l'Espagne aujourd'hui, la France offre au plan des expériences municipales en matière d'urbanisme un bilan si modeste que toute tentative un peu aboutie y fait rapidement figure de cas d'exception."(2)

1- Débat architectural et mobilisation  
des compétences

A considérer le discours des agences d'urbanisme, rien ne serait plus comme avant et aux impasses de l'urbanisme réglementaire aurait succédé le projet urbain, véritable outil d'une renaissance de la vil-

---

(1) A.GRUMBACH, L'art de compléter les villes, in Architectures en France-Modernité et post-modernité, CCI, 1981.

(2) G.HENRY, Une ville en projets: Reims 1977-1982, L'équerre-Plan Construction, 1984.

le et d'une rédemption de la pratique. Largement partagé par l'ensemble des acteurs et des institutions chargés aujourd'hui comme hier de produire et de gérer la ville, ce discours soulève pourtant plus de questions qu'il n'en résoud.

Comment en est-on arrivé en effet à un pareil bouleversement dans le champ épistémologique de l'architecture et de l'urbanisme? Comment après les dénonciations véhémentes des années 60 et 70 d'une mort de la discipline, l'architecture a-t-elle pu retrouver aussi rapidement droit de cité? Quels ont été enfin les effets réels de ces discours sur la pratique des producteurs et des gestionnaires de la ville?

Ecartons tout d'abord la première de ces trois questions. Elle ne nous concerne pas directement ici et analyses et commentaires ont déjà largement montré la richesse et la diversité du débat engagé dès la fin des années 60 sur la ville et le projet d'architecture.(1) Au delà des procès d'intention et des combats d'arrière-garde, il est clair maintenant que ce renouveau de la réflexion a conduit une minorité active d'architectes et d'urbanistes à prendre conscience de leur statut d'intellectuels et de leurs responsabilités de producteurs et de gestionnaires.(2)

Il en va tout autrement de la seconde question au

(1) Voir notamment J.L.COHEN, La coupure entre architectes et intellectuels ou les enseignements de l'italophilie, In Extenso, Ecole d'architecture Paris-Villemin, 1984.

(2) Parmi les nombreuses publications françaises et étrangères sur le sujet, rappelons simplement ici le travail de J.P.LE DANTEC, Enfin l'architecture: histoire d'un renouveau, Autrement, 1984.

sens où ni la multiplication des gestes héroïques et individuels ni leur médiatisation à travers quelques revues spécialisées ne sauraient constituer une alternative sérieuse aux échecs de l'urbanisme réglementaire ni à plus forte raison masquer la passivité des milieux professionnels. A considérer au plus près cette production exemplaire, il apparaît en effet que le succès de la pièce urbaine ou du fragment de ville cache le plus souvent une absence de véritables projets urbains et plus préoccupant sans doute, une vacance de véritables projets de ville.(1) De ce point de vue, les réussites françaises se comptent sur les doigts de la main: Grenoble sans doute il y a déjà quelques années, Reims ou Montpellier peut-être aujourd'hui, mais certainement pas Marseille...

Si l'on accorde quelque pertinence à ce diagnostic, reste alors la troisième question qui n'a suscité jusqu'à présent que des réponses fragmentaires ou très précisément localisées. Comment rendre compte alors du hiatus existant entre l'intensité du débat architectural et la pesanteur des logiques politiques et institutionnelles. Quelles relations établir entre la valorisation de quelques opérations pilotes et l'ordinaire des agences d'urbanisme? Quels sens donner aux déplacements observés après le vote en 1976 et 1982 des lois sur l'architecture et sur la décentralisation?

A ce niveau et parce qu'il s'agit d'un travail ex-

---

(1) Voir également la thèse de CH.DEVILLERS: "La partie de ville d'Aldo Rossi et de Carlo Aymonino, la pièce urbaine ou le fragment doivent leur succès à une réalité bien pratique: ils correspondent à l'échelle maximale d'intervention et de contrôle spatial dont est capable un architecte à travers la commande d'une opération de construction", in Le projet urbain: continuité et discontinuité, La recherche en Architecture - Un bilan international, Parenthèses, 1986.

ploratoire dont les hypothèses et les premiers résultats ~~devront être confirmés~~ ou infirmés ultérieurement, nous supposons que le "retour de l'architecture" propre aux années 70 et 80 a littéralement forcé les agences d'urbanisme à faire appel à de nouveaux savoirs et à de nouvelles compétences. En effet, ce que révèlent aussi la critique de l'urbanisme réglementaire et le passage formel du plan et de la zone au projet urbain, c'est l'obsolescence de l'ancienne division du travail qui réservait les études et l'aide à la décision aux seuls économistes, géographes, sociologues et urbanistes attachés à l'institution et qui cantonnait ses architectes dans l'instruction et la gestion des plans et des procédures.

A Marseille comme ailleurs, il faudra donc s'assurer de nouvelles collaborations, sous-traiter ou embaucher de "jeunes architectes" sensibilisés à l'histoire de la ville comme à celle des formes et des continuités urbaines et de ce fait, plus aptes *(à penser!)* que leurs prédécesseurs à penser et à instrumenter un travail de construction de la ville sur elle-même.

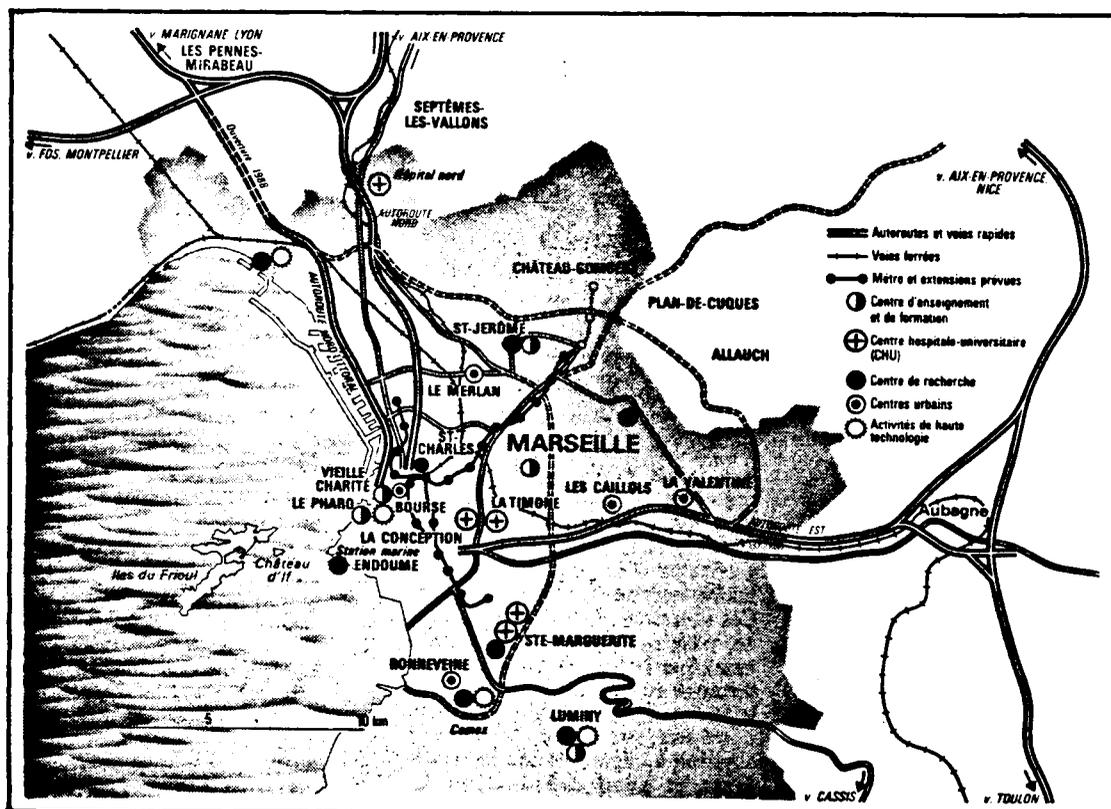
Adopter cette problématique, c'est positionner notre travail au coeur de la crise urbaine, pour peu que l'on y voit d'abord une crise de gestion plutôt qu'un phénomène culturel. (1) Et de ce point de vue, si les agences d'urbanisme ont su clamer bien haut leur intérêt pour les nouvelles missions qui leur

---

(1) "Que l'on prenne en compte leurs dimensions socio-économiques, culturelles ou politiques (il s'agit ici des villes méditerranéennes, mais le propos est évidemment de portée plus générale), on est porté tôt ou tard à réduire leur diversité aux manifestations "évidentes" d'une crise urbaine. Cette manière de rendre trop vite les armes devant une compréhension plus fine des logiques à l'oeuvre nous interroge sur la fonction réelle de ce consensus qui nomme crise des  
.../...

étaient dévolues, leur capacité à gérer le ralentissement de la croissance et à intégrer les acquis du débat architectural reste toujours à démontrer.

## 2- Une ville en chantier



.../... événements disparates et qui amène à se représenter la crise comme un moment limité de l'histoire urbaine. Peut-être faut-il opérer un déplacement de perspectives et poser le problème des crises urbaines comme formes coutumières de la vie urbaine et partant de leur gestion", in texte de présentation du colloque "Gérer les crises urbaines" organisé les 21, 22 et 23 octobre 1988 à Marseille par le CERFISE.

"En mars 1977, avec l'élection d'une nouvelle municipalité coïncida la signature de deux circulaires du Ministère de l'Équipement qui créaient le Fonds d'Aménagement Urbain et qui permirent aux villes de lancer des plans de référence et des opérations programmées d'amélioration de l'habitat. Aussitôt, je mis au travail l'Agence d'urbanisme et les services d'équipement de la ville... Hélas! Une fois passée la frénésie du coup d'envoi, il a fallu concevoir, programmer, financer, entreprendre. Deux années furent nécessaires pour obtenir modification du plan d'occupation des sols, une année supplémentaire pour approuver le plan de référence et les opérations programmées. Enfin, une année dut encore s'écouler entre la délibération municipale et l'approbation par le F.A.U., si bien que nous ne fûmes définitivement opérationnels qu'au début de 1982!"(1)

Ville étrange sans doute que Marseille où les urgences se mesurent en années et où la mobilisation des compétences et des bonnes volontés semble invariablement se heurter à quelques lobbies - habitants, commerçants ou élus - particulièrement efficaces. Sans commune mesure avec des villes concurrentes comme Lyon, Nice ou Montpellier, Marseille bouge pourtant et s'il convient encore de ne surtout pas confondre projet et réalisation, chaque chantier qui s'ouvre est interprété ici comme le signe d'une possible renaissance.

Ecartons alors les projets sans lendemain comme ce plan de circulation en boucle autour de l'hyper-centre ou cet aménagement du Vieux-Port avec

---

(1) P.RASTOIN, Marseille: quai d'avenir, J.C.Lattès, 1985. Ancien adjoint au Logement et aux Immigrés, Pierre RASTOIN est aujourd'hui adjoint aux Finances et Président de l'Office d'HLM de la ville de Marseille.

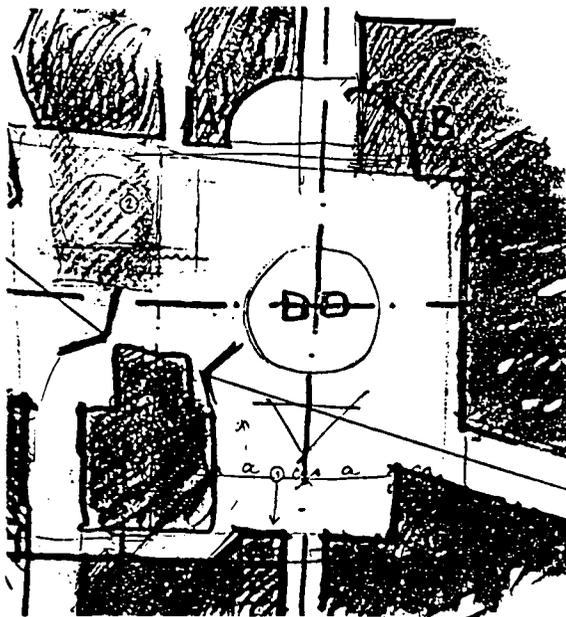
déprivatisation des quais et création d'équipements flottants.(1) Ecartons également les opérations de la grande périphérie comme le développement des "centres urbains" de Bonneveine et de La Valentine ou la création du nouveau pôle technologique de Château-Gombert. Ecartons enfin la réhabilitation des quartiers d'habitat social quelque peu délaissée après la mobilisation du début des années 80.(2) Reste donc un ensemble de projets et de réalisations concentrés dans le centre-ville et sa première périphérie et dont la mise en perspective manifeste la volonté de s'attaquer simultanément au problème du logement, des espaces publics et des équipements.

Citons alors dans le désordre les interventions sur les Z.A.C. du Panier et du quartier Belsunce et sur la Z.A.D. de la Butte des Carmes, l'aménagement de l'ilôt Thiars, du Cours Julien et du Cours d'Estienne d'Orves, la restructuration du quartier Sainte-Barbe à partir de la nouvelle Faculté de Sciences Economiques et celle de la Porte d'Aix à partir du nouvel Hotel de la Région, la restauration de la Vieille Charité et celle des théâtres de La Criée et du Gymnase, l'extension du Musée Cantini et l'aménagement de la Plage du Prado... Sans prétention à l'exhaustivité, poursuivons avec les projets du Centre de Recherches Nord-Sud et du Palais des Congrès et ceux plus ambitieux encore, d'une restructuration des installations portuaires...

---

(1) Projets portés par deux architectes locaux, Y.BONNEL et B.TARRAZI, à l'époque également conseillers municipaux.  
(2) Encore que l'actualité la plus récente et la mission d'expertise confiée à P.CHEMETOV laissent présager un nouvel effet de balancier. A suivre donc!

Bref, derrière l'image d'une ville en faillite où les seules réalisations architecturales notables renverraient à l'immédiat après-guerre, (1) Marseille bouge, modestement sans doute mais ici comme partout, les changements sont à la mesure des résistances et des conservatismes. C'est précisément la nature de ces changements et de leurs effets sur la commande et la réalisation que nous voudrions analyser maintenant à travers une série de projets et de réalisations où de la position de "promoteur" à celle de simple conseiller technique, l'Agence d'urbanisme de la ville tente ou a tenté de faire entendre et reconnaître ses propositions et ses méthodes.



(1) Nous pensons bien évidemment à l'Unité d'habitation du Boulevard Michelet et au travail de F. POUILLON sur le Vieux-Port. Concernant l'image dévalorisée de la production locale, voir notamment M. EMERY et P. GOULET, Guide de l'architecture en France 1945-1983, L'Architecture d'Aujourd'hui, 1983.

- D'UN PROJET L'AUTRE -

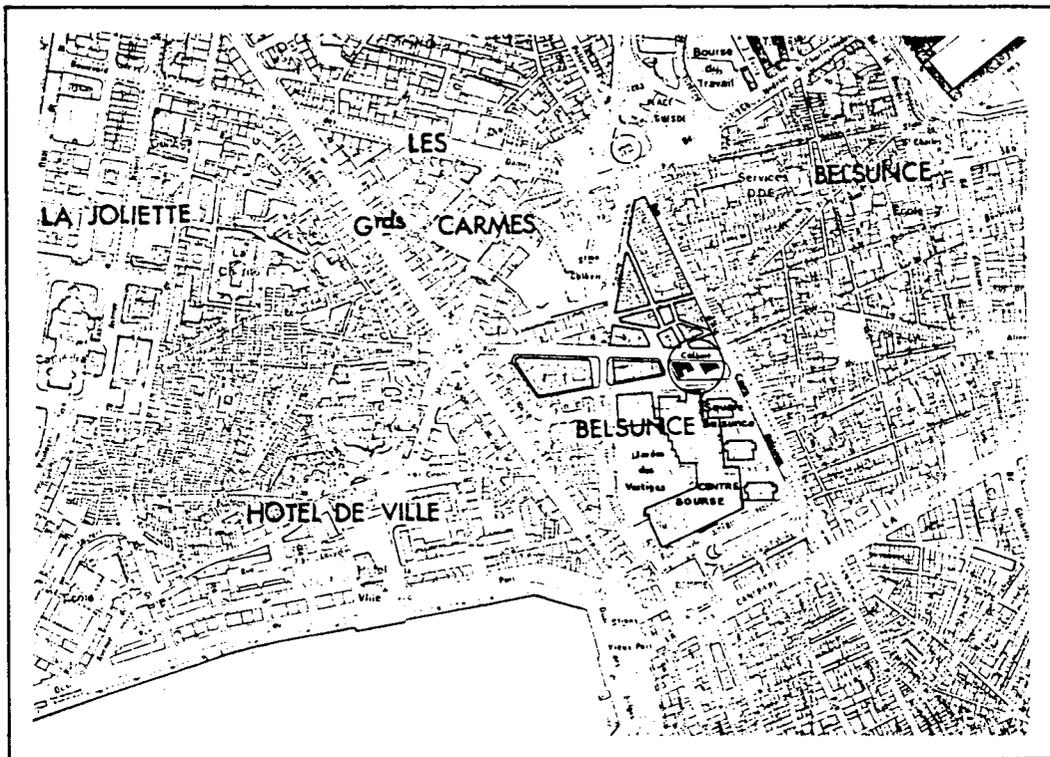
---

C'est devenu évident aujourd'hui: de Mario BOTTA à Paul CHEMETOV, d'Adrien FAINSILBER à Christian DE PORTZAMPARC... et à quelques autres, les "grands noms" de l'architecture nationale et internationale n'évitent plus Marseille. Mieux encore, ils y viennent directement sollicités par quelques acteurs et institutions particulièrement préoccupés par l'image de "leur" ville et de son architecture. C'est là sans doute la première manifestation du changement annoncé, mais qu'en est-il véritablement du débat architectural dès lors qu'il sort des cénacles institués pour retrouver enfin droit de cité?

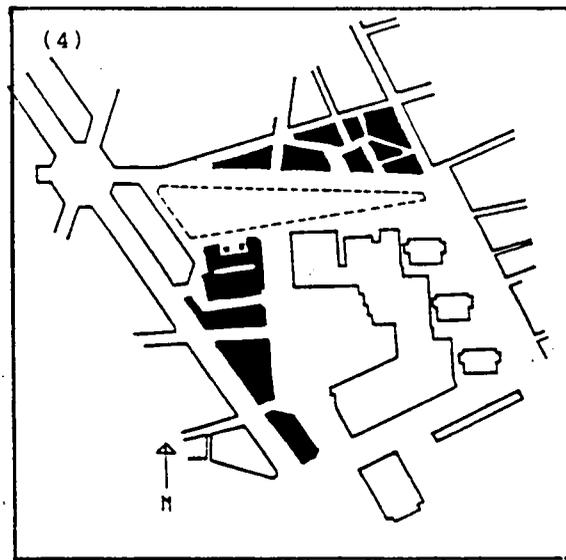
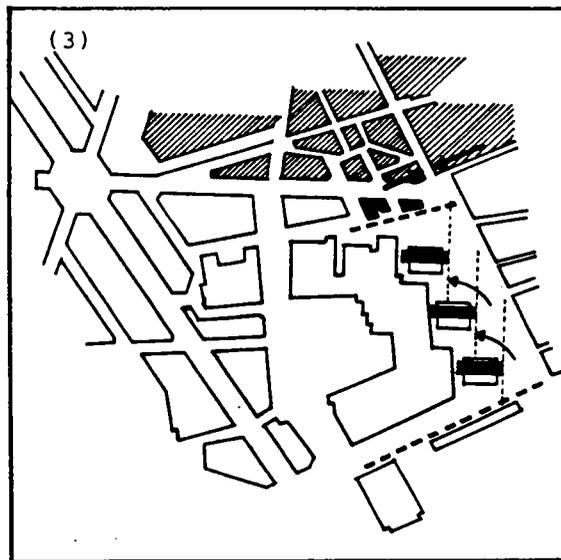
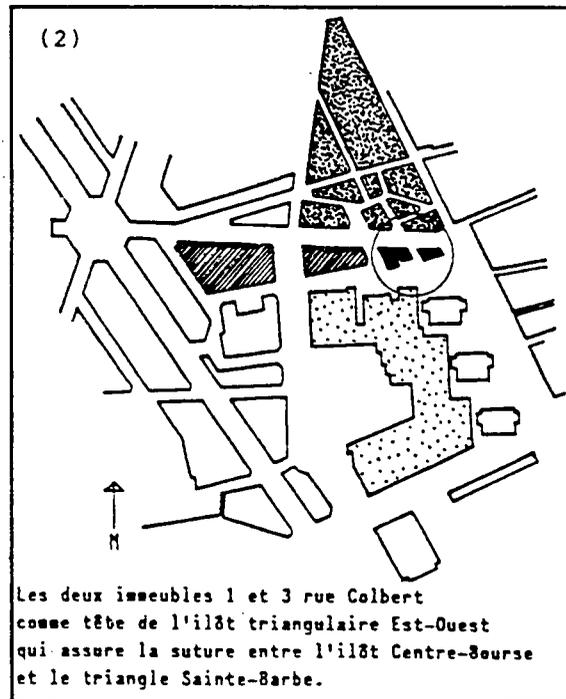
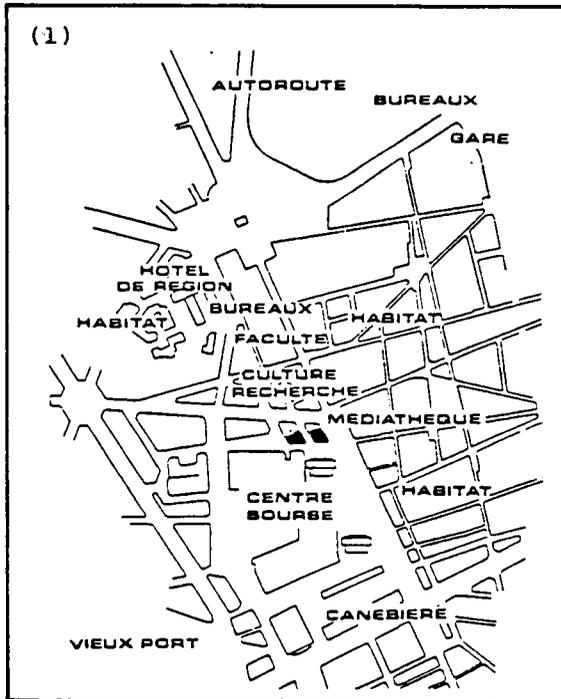
Pour répondre à cette question, nous analyserons successivement quatre projets ou réalisations volontairement très différents:

- les projets des "1 et 3 Rue Colbert" ou comment le projet d'architecture peut prendre sens par rapport aux recommandations de l'AGAM et aux propositions de ses "jeunes architectes".
- la réalisation du "Faubourg Saint-Ferréol" ou comment le poids et les pressions d'un promoteur international peuvent prévaloir sur l'action réglementaire et sur le travail d'un maître d'oeuvre local.
- l'aménagement du Cours d'Estienne d'Orves ou comment la mobilisation des groupes de pression, des élus et des services peut conduire à un projet en

rupture avec la production locale traditionnelle.  
- la réalisation de l'Hotel de la Région ou comment les négociations entre maître d'oeuvre, services techniques et pouvoir politique peuvent produire un simulacre de modernité architecturale.(1)



(1) S'agissant d'un travail exploratoire, ne seront analysés ici que les projets du "1 et 3 Rue Colbert". L'analyse du "Faubourg Saint-Ferréol" est actuellement en cours et celle du Cours d'Estienne d'Orves et de l'Hotel de la Région devrait se poursuivre ultérieurement.



"1 ET 3 RUE COLBERT"  
QUAND L'AGAM MONTE AU CRENEAU!

1- Situation et enjeux

"La construction de deux immeubles aux 1 et 3 Rue Colbert et le réaménagement de la Rue François Mireur s'intègrent dans un ensemble d'opérations visant à revaloriser par de nouvelles activités économiques, par un habitat amélioré et par une action culturelle vigoureuse le centre Nord de la ville".(1)

- (1) Un projet stratégique donc, mais un projet complexe aussi malgré la modicité du programme.(2)

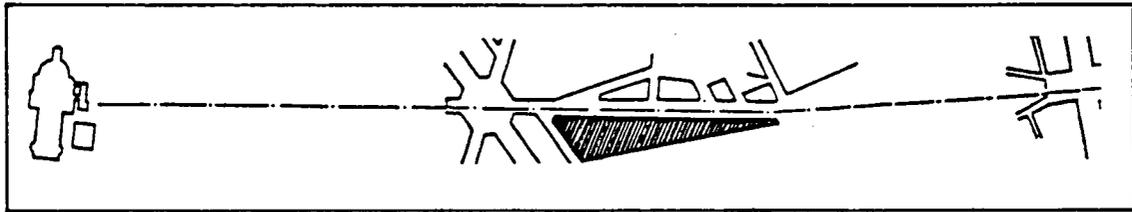
- (2) Au coeur de ce projet, deux îlots haussmanniens bordés par deux tissus morphologiquement très différents:  
- au Nord, le triangle Sainte-Barbe et ses témoignages de l'urbanisation marseillaise du XVII<sup>e</sup> siècle.  
- au Sud, le Centre Bourse et son accumulation de vocabulaires néo-modernistes.  
Un premier problème de rupture et de vis-à-vis donc, doublé d'un problème d'approche visuelle et de rattrapage de la trame urbaine.

---

(1) Deux façades pour la ville, AGAM, 1986.

(2) Les numéros en marge du texte renvoient à la numérotation des plans, croquis et schémas.

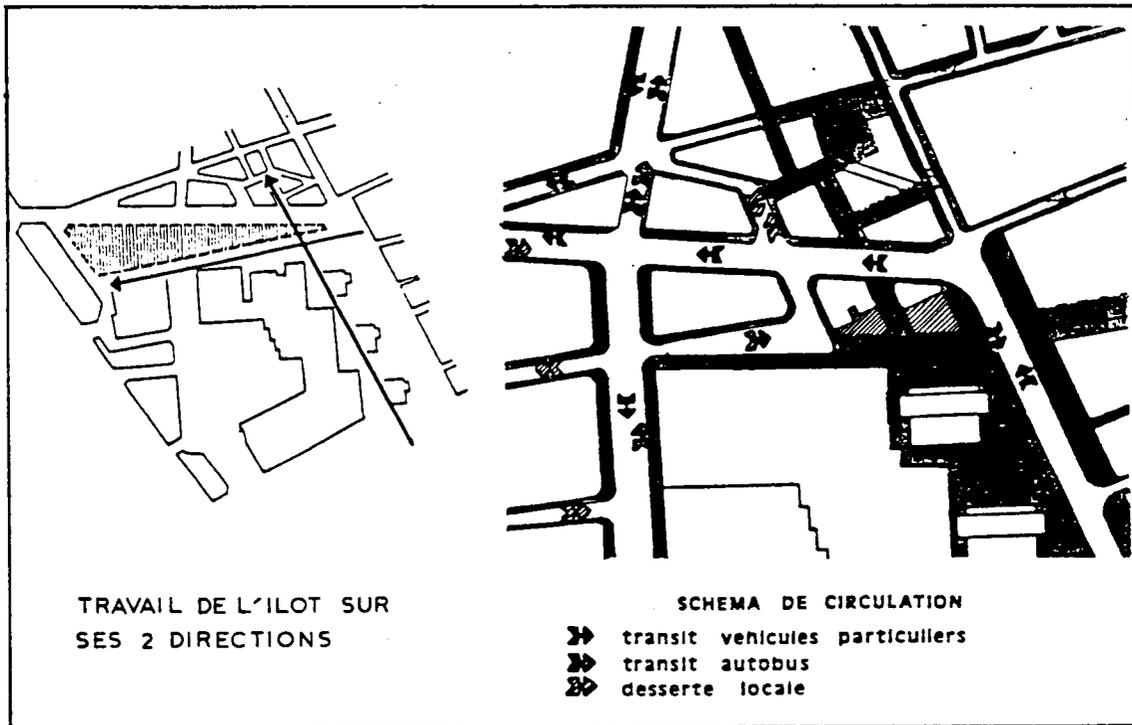
(5)



LE RENDEZ VOUS MANQUE DE LA RUE COLBERT ...

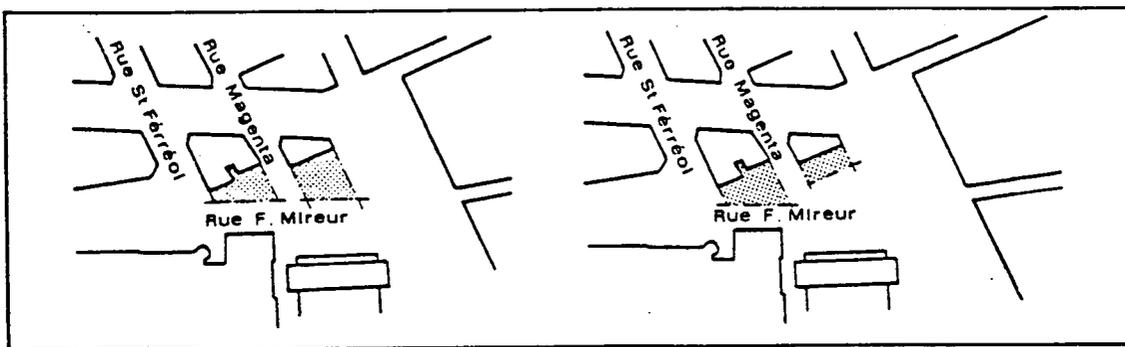
(6)

(7)



(8)

(9)



OPTION 1

OPTION 2

- Problème d'approche visuelle d'abord au sens où le projet devra nécessairement "faire avec" les trois barres de LABOURDETTE qui ouvrent la perspective du Cours Belsunce vers le Centre Bourse et avec le pincement de la Rue d'Aix qui referme cette même perspective. Problème de rattrapage de la trame ensuite au sens où "les deux immeubles 1 et 3 Rue Colbert appartiennent à un macro-ilôt formé lors de la réorganisation que subit ce secteur à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'idée d'une percée Est-Ouest destinée à relier les nouveaux quartiers de La Joliette à la partie Est de la ville... Cette percée jamais totalement réalisée donnera l'actuelle Rue Colbert dont la partie Sud devait assurer la suture entre les quartiers de La Bourse et le triangle Sainte-Barbe".(1)

Entre une percée hausmannienne trop vite abandonnée et la destruction puis le remplissage des quartiers de La Bourse (2), il s'agira donc ici de reprendre et de terminer deux îlots inachevés, bref de répondre à un problème devenu classique aujourd'hui de construction de la ville sur la ville.

## 2- Les orientations de l'AGAM

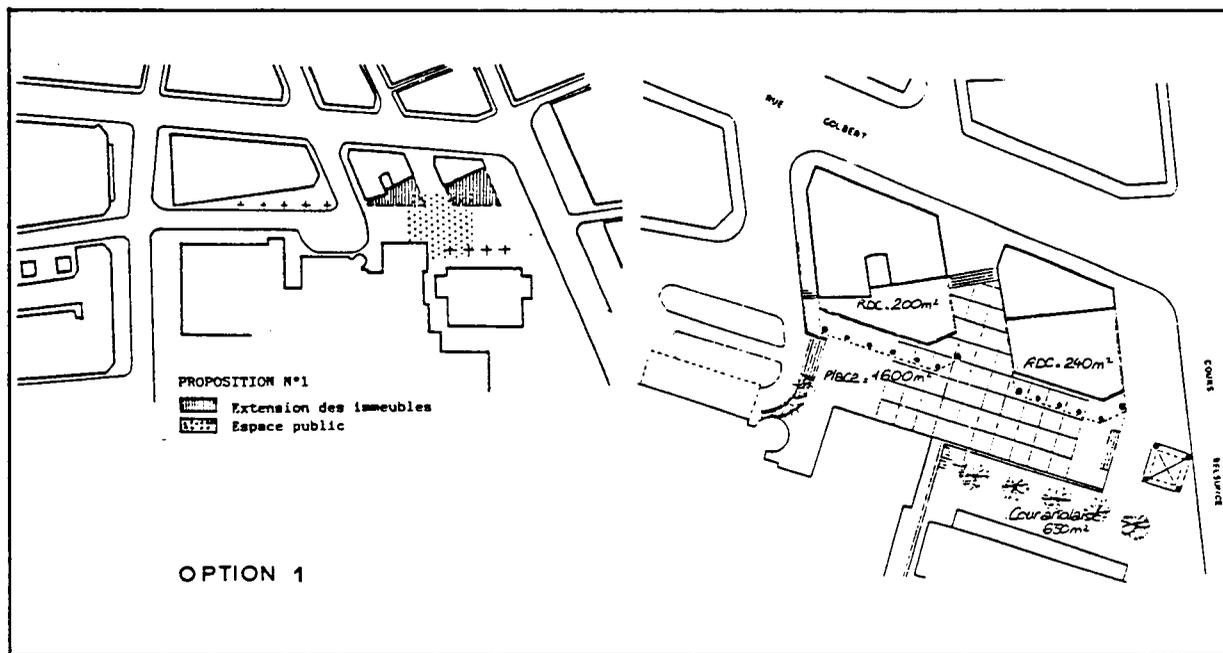
Avec ce projet, c'est sans doute un nouveau mode d'intervention qu'inaugure l'AGAM au sens où la définition des objectifs généraux se double ici d'une

---

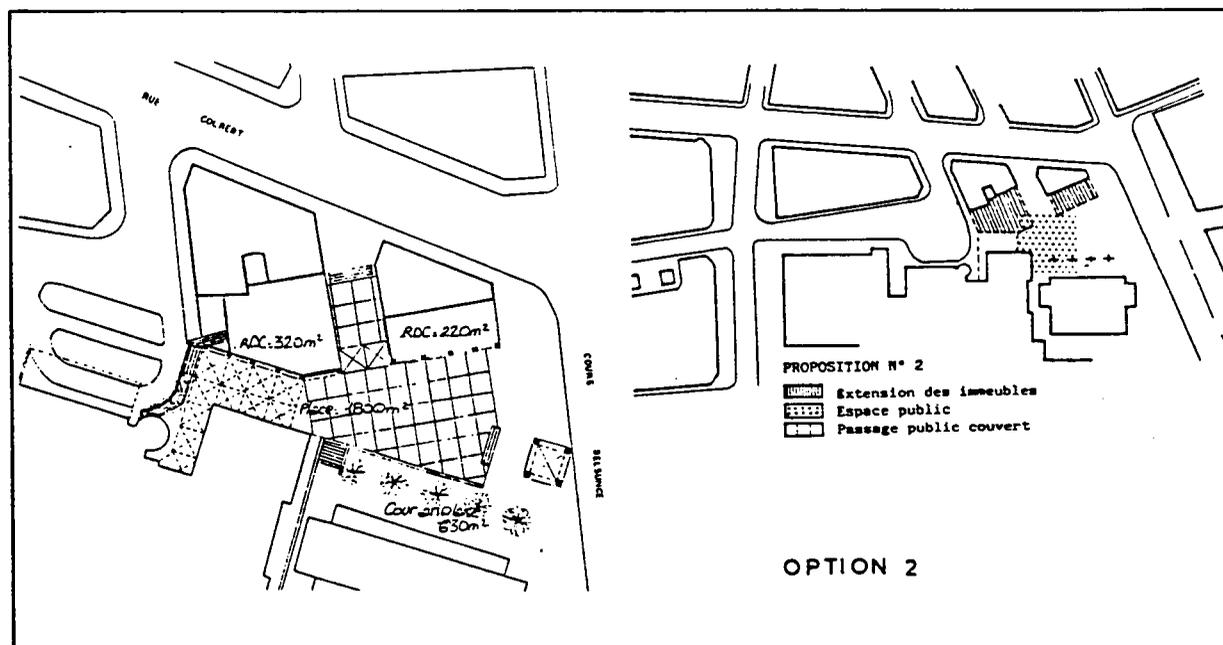
(1) Deux façades pour la ville, op. cité.

(2) Voir notamment à ce sujet J.C.DELORME, Les plans d'aménagement et d'extension, Les cahiers de la recherche architecturale, n°8, avril 1981.

(10)



(11)

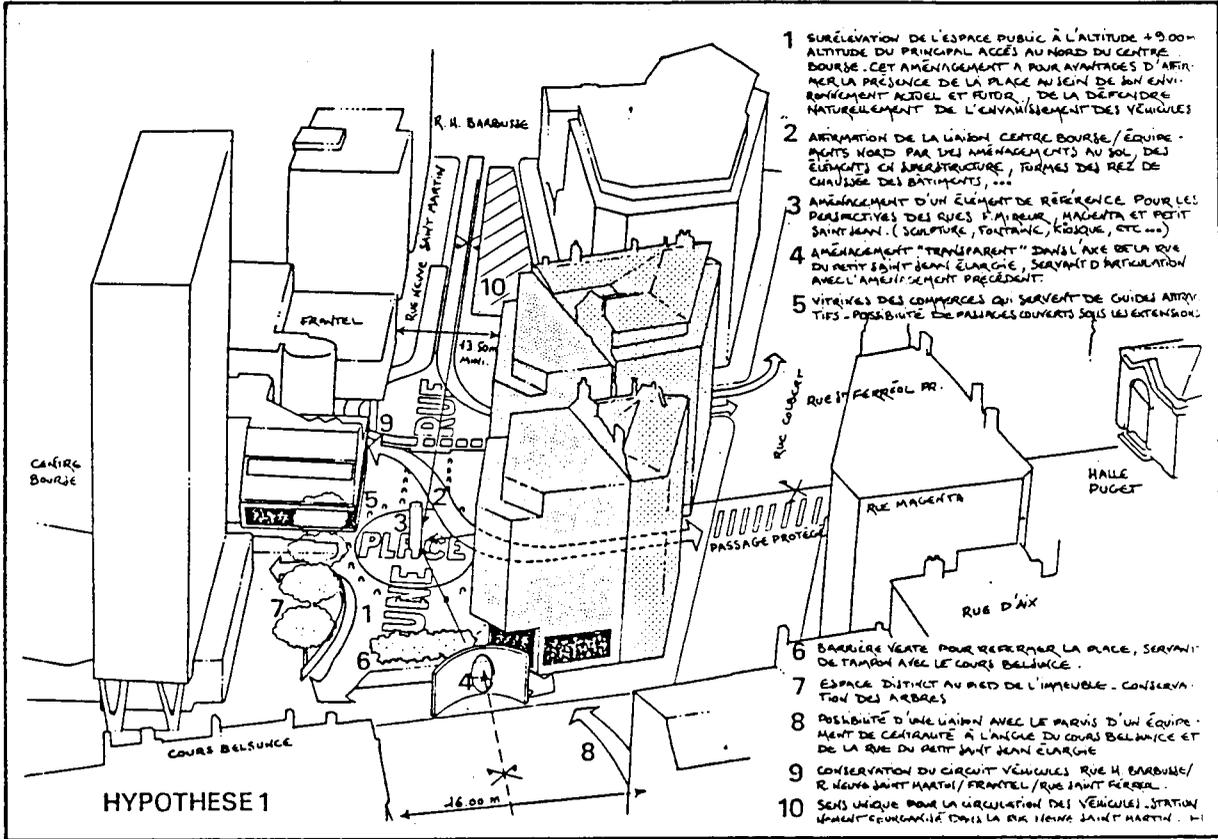


reflexion spécifique sur les potentialités architecturales du site qui en fonction des options retenues engage fortement le travail de projection proprement dit.

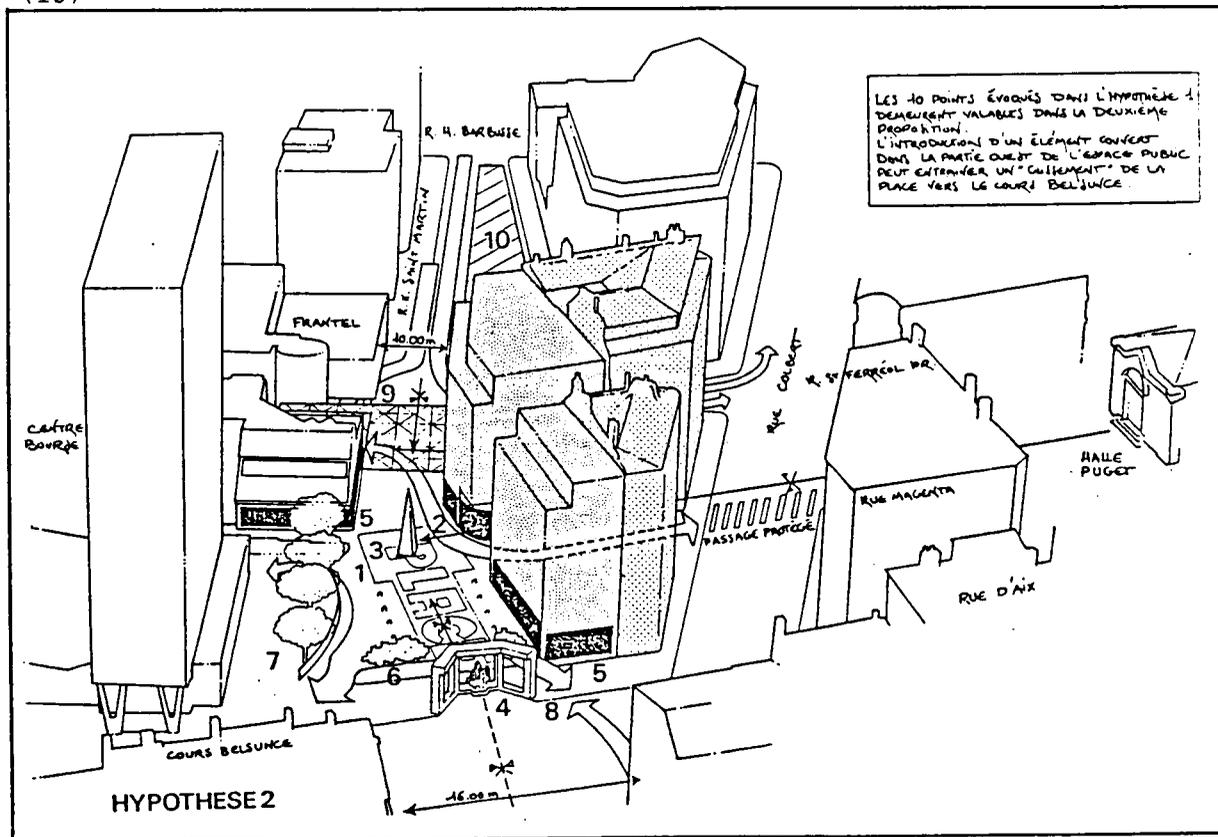
- Concernant les objectifs, pas de véritable surprise: il s'agira d'achever l'opération Centre Bourse rendue caduque par une réduction substantielle du programme initial et d'assurer les liaisons fonctionnelles et formelles entre cet équipement et les quartiers Sainte-Barbe et Belsunce. Dans cette perspective, la Rue François Mireur fermée à la circulation automobile deviendra un espace public assurant la liaison piétonne entre le Centre Bourse et les nouveaux équipements prévus: Faculté des sciences économiques, Halle Puget, Médiathèque, etc...

- (6) Concernant par contre les deux options proposées à la perspicacité des concepteurs, elles imposent deux directions propres à valoriser le travail des façades et le traitement des espaces extérieurs et à inscrire clairement le projet dans le tissu existant.
- (8) Option 1: on notera l'intention de retrouver l'alignement et  
(10)(12) de créer des surfaces commerciales ouvertes sur le Centre Bour-  
(14)(15) se ainsi que la volonté de garder à la Rue François Mireur sa fonction actuelle de passage.
- (9) Option 2: on remarquera l'intention de se démarquer de l'aligne-  
(11)(13) ment et la volonté de créer un véritable espace public à partir  
(16)(17) d'un changement de statut de la Rue François Mireur, d'une ouverture de la liaison Sainte-Barbe-Belsunce et de la mise en place d'un passage public couvert.

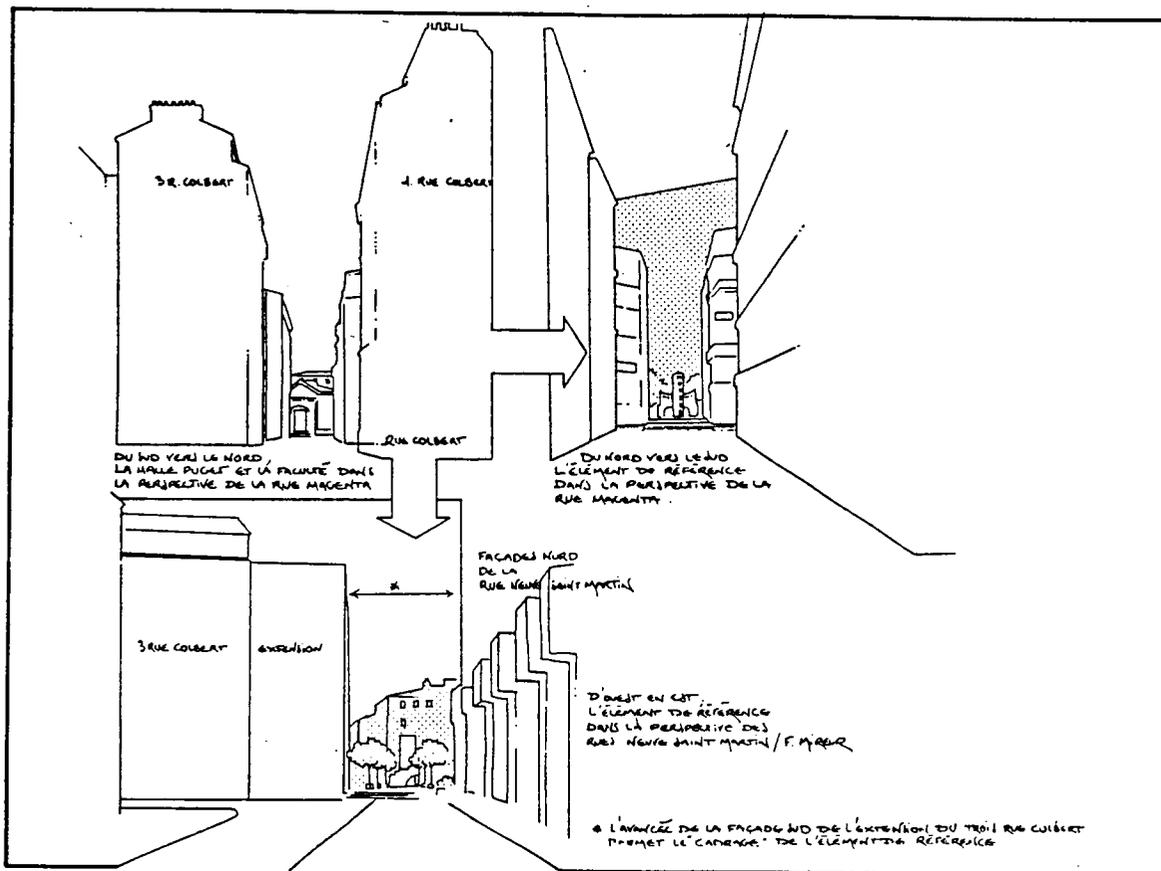
(12)



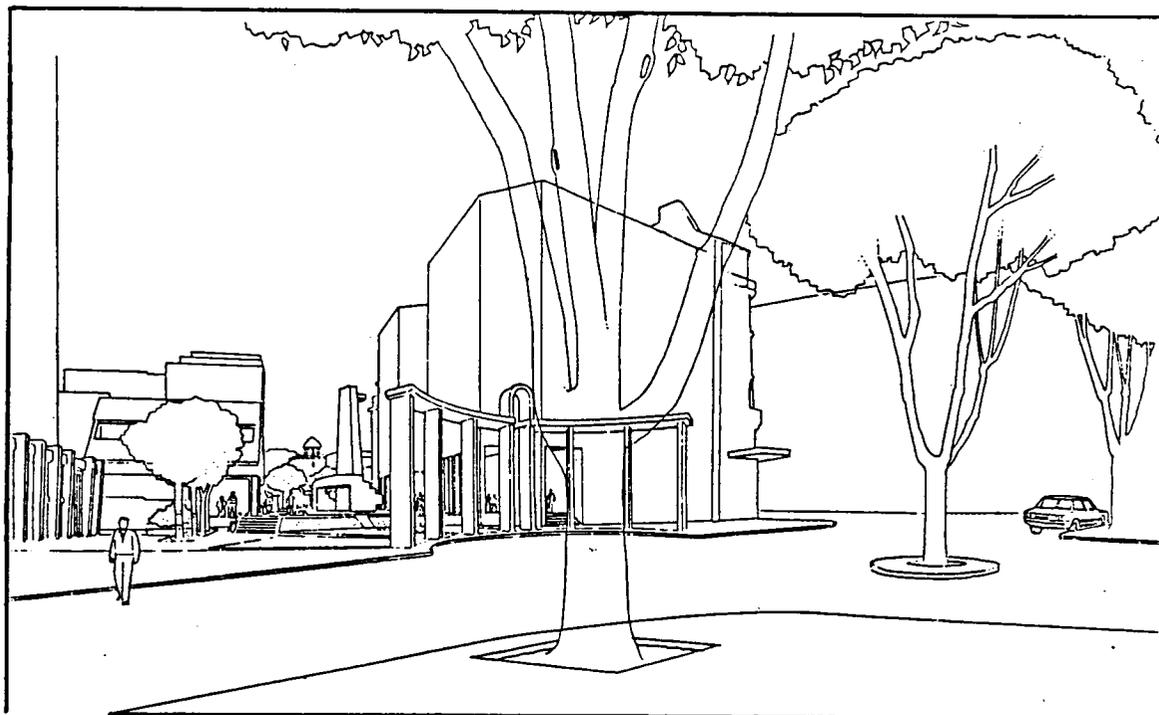
(13)



(14)

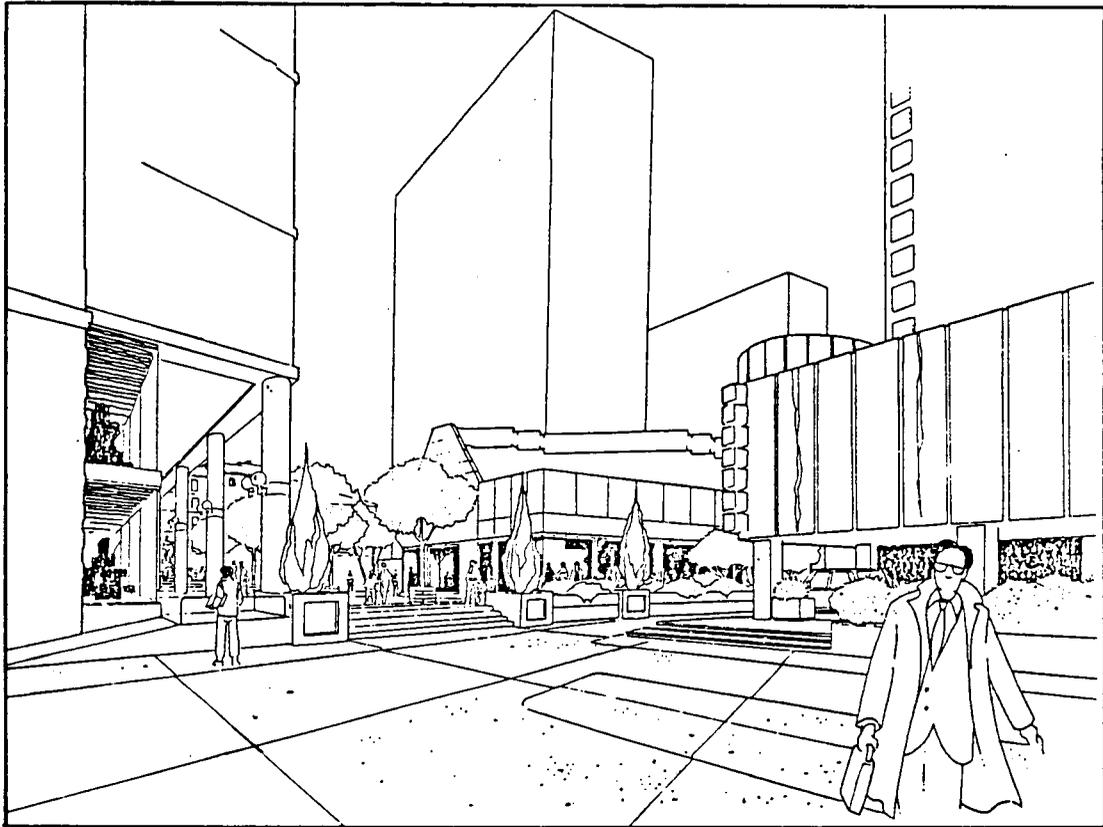


(15)



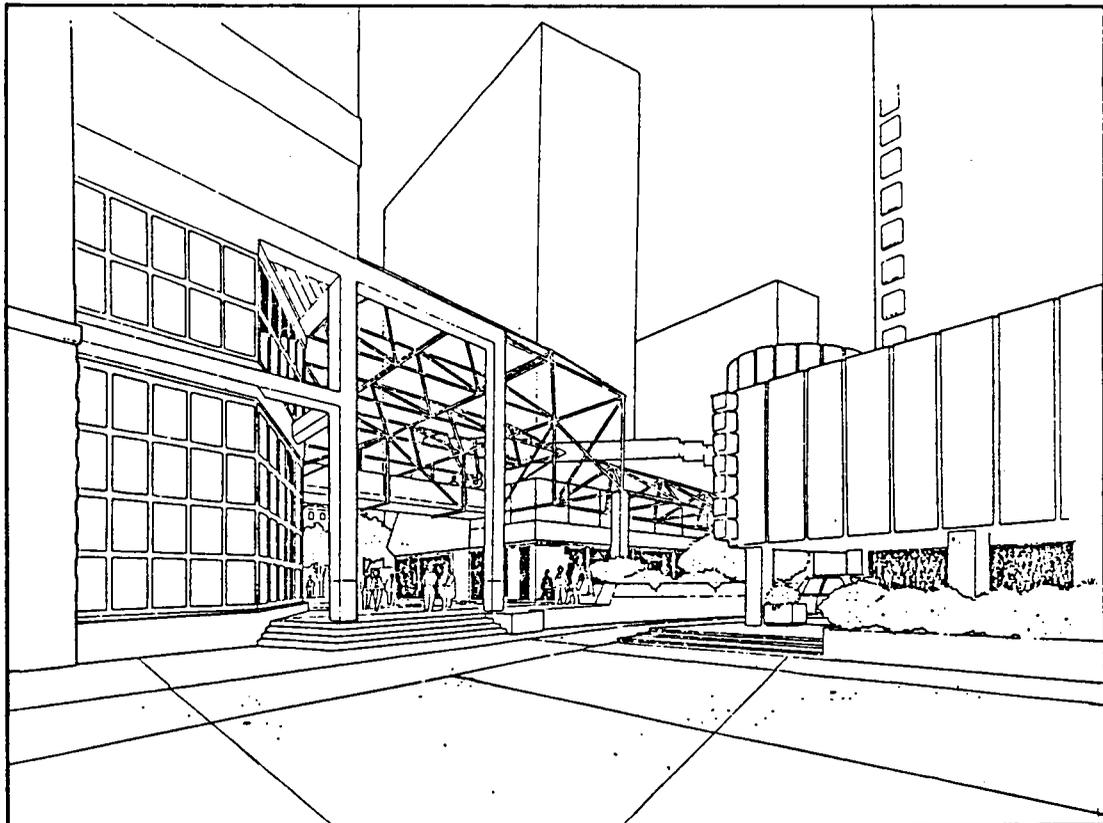
SIMULATION DE L'HYPOTHESE 1 - Angle Cours Belsunce / Rue du petit St Jean

(16)



SIMULATION DE L'HYPOTHESE 2 - Angle Rues Magenta / Neuve St Martin

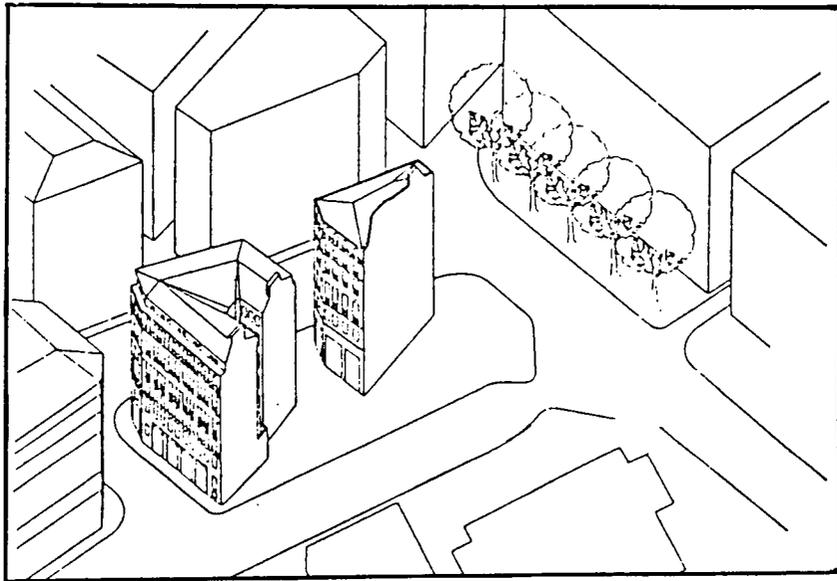
(17)



SIMULATION DE L'HYPOTHESE 2 - Angle Rues Magenta / Neuve St Martin

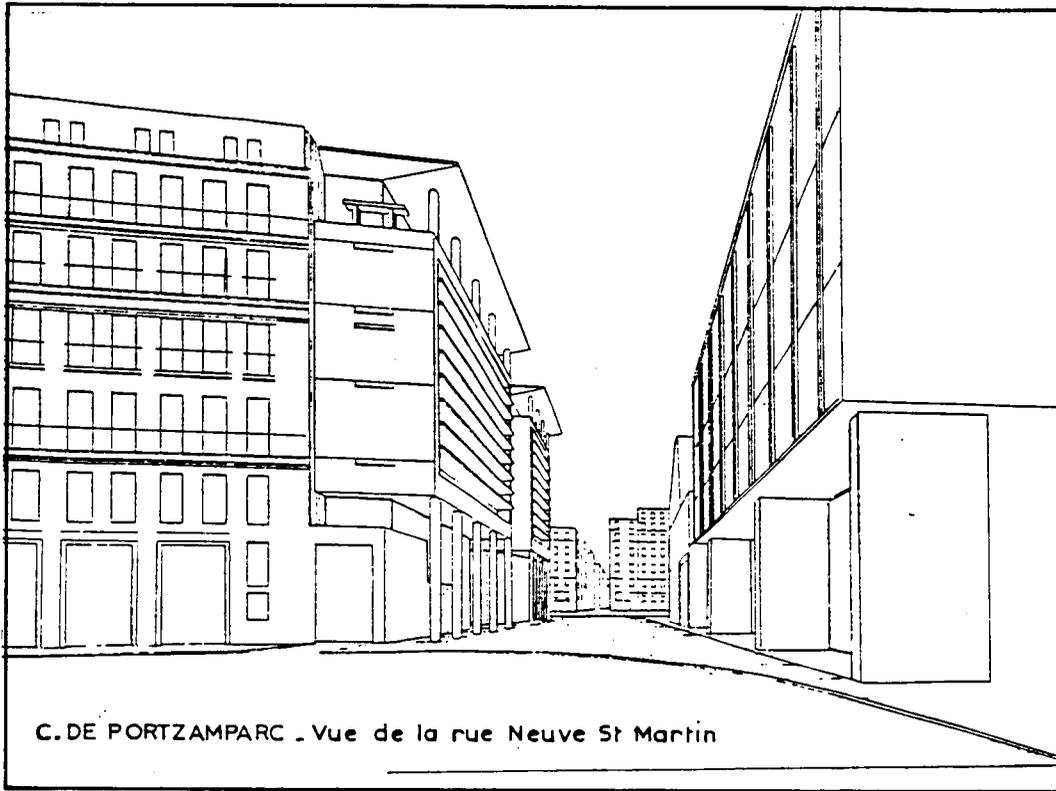
- A considérer les expressions graphiques de ces deux options, il est clair que le premier problème soulevé par l'AGAM est un problème de cohérence, ou mieux de rapport entre les façades des deux îlots haussmanniens de la Rue Colbert et les futures façades de la Rue François Mireur. S'agit-il en effet de privilégier une rupture entre ancien et nouveau, ou au contraire de favoriser leur jonction en effaçant au maximum les discontinuités? Selon le parti retenu, comment travailler alors les
- (18) ruptures ou les raccords en fonction de la morphologie des bâtiments existants? Plus généralement sans doute, quelle échelle et quel vocabulaire adopter au regard du programme (1) et du statut urbain de ces deux îlots?

(18)



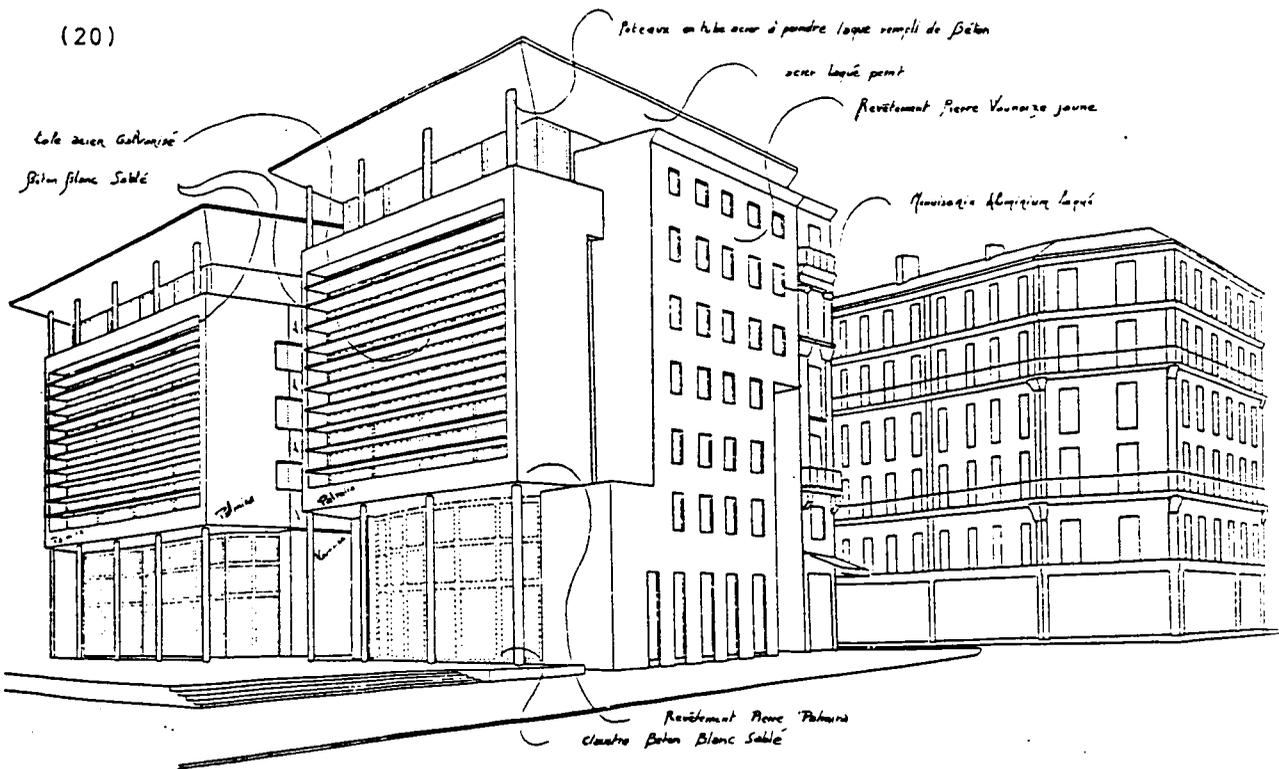
(1) Concernant le programme, rien de très original: des commerces en rez-de-chaussée et des bureaux dans les étages pour un total hors oeuvre de 3420 m<sup>2</sup> dans l'option 1 et de 3710 m<sup>2</sup> dans l'option 2.

(19)



C. DE PORTZAMPARC - Vue de la rue Neuve St Martin

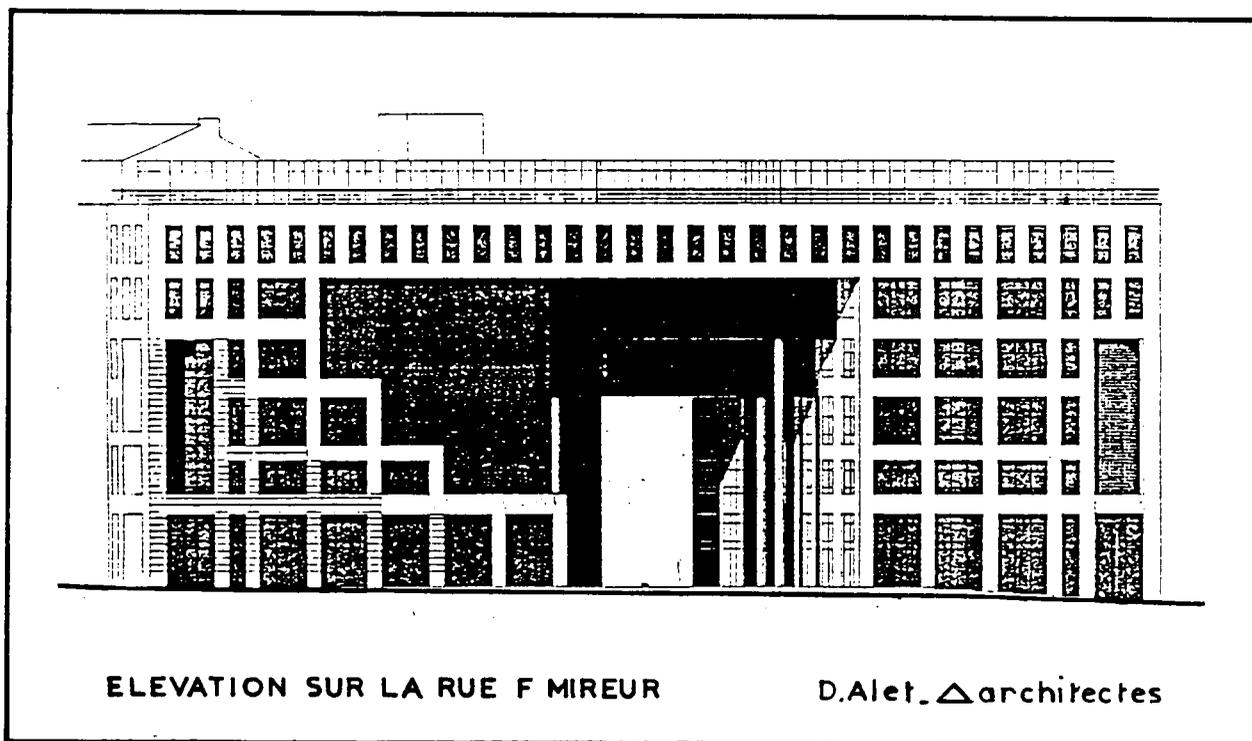
(20)



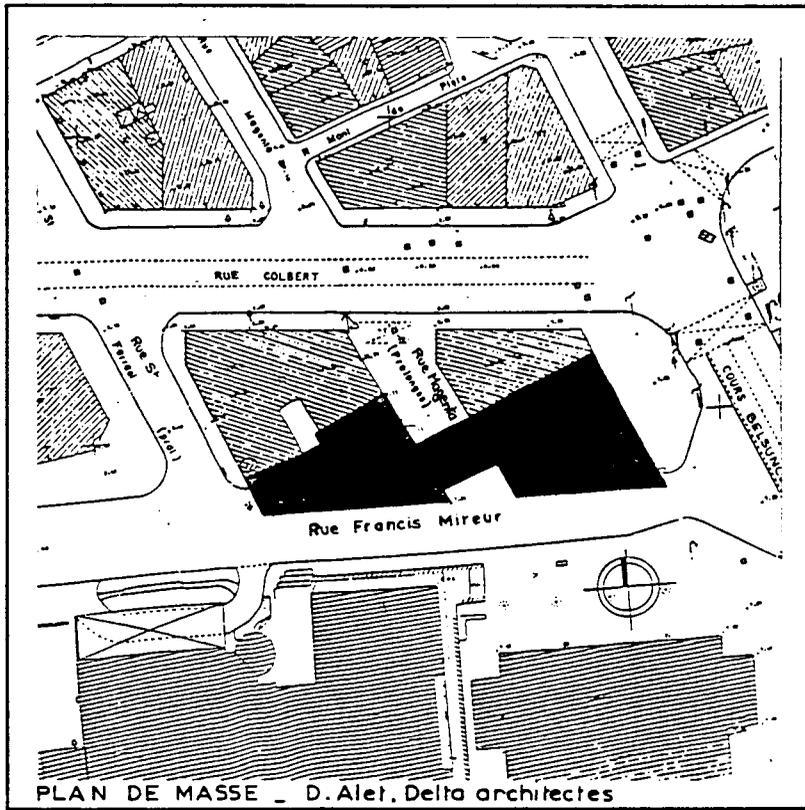
C. DE PORTZAMPARC - Vue du Cours Belsunce

Questions ouvertes bien sur auxquelles se sont successivement efforcés de répondre Christian DE PORT-ZAMPARC et le toulousain Dominique ALET, bientôt associé à l'agence locale DELTA. Ce sont ces deux projets que nous analyserons maintenant en nous attachant plus particulièrement aux rapports qu'ils entretiennent avec les intentions et les propositions de l'AGAM.

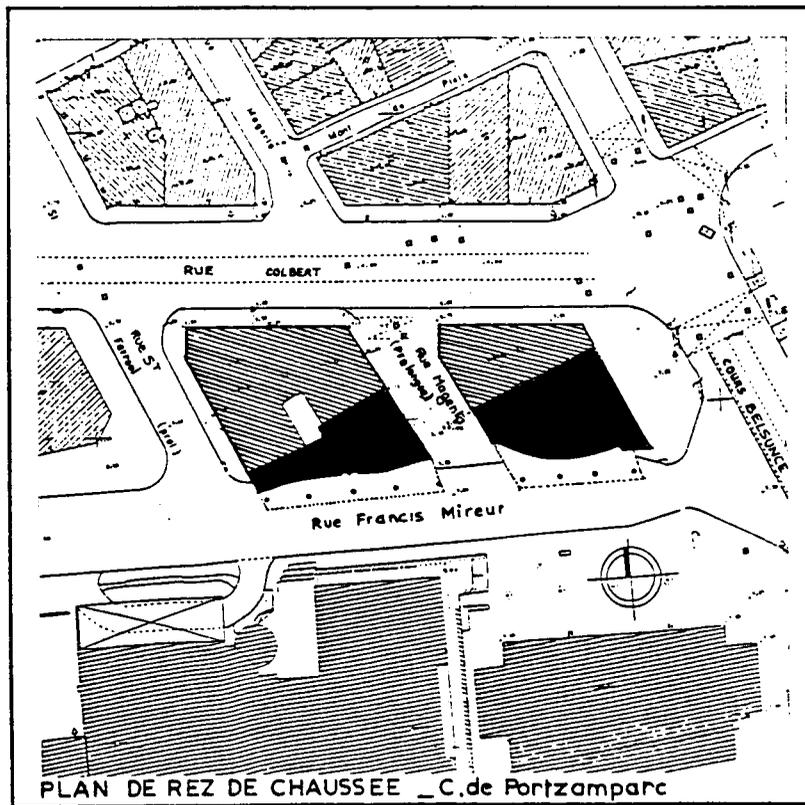
(21)



(22)



(23)



### 3- Un problème d'échelle

- Avec l'analyse des projets eux mêmes, les réflexions préparatoires de l'AGAM vont prendre leur véritable dimension: non pas imposer, mais suggérer plutôt pour laisser le champ libre au travail de conception architecturale. Chez Dominique ALET, (21)(22) il s'agira alors de recréer un tout en liant les deux immeubles alors qu'à l'inverse, Christian DE (19)(20) PORTZAMPARC se propose de travailler deux plots. (23)

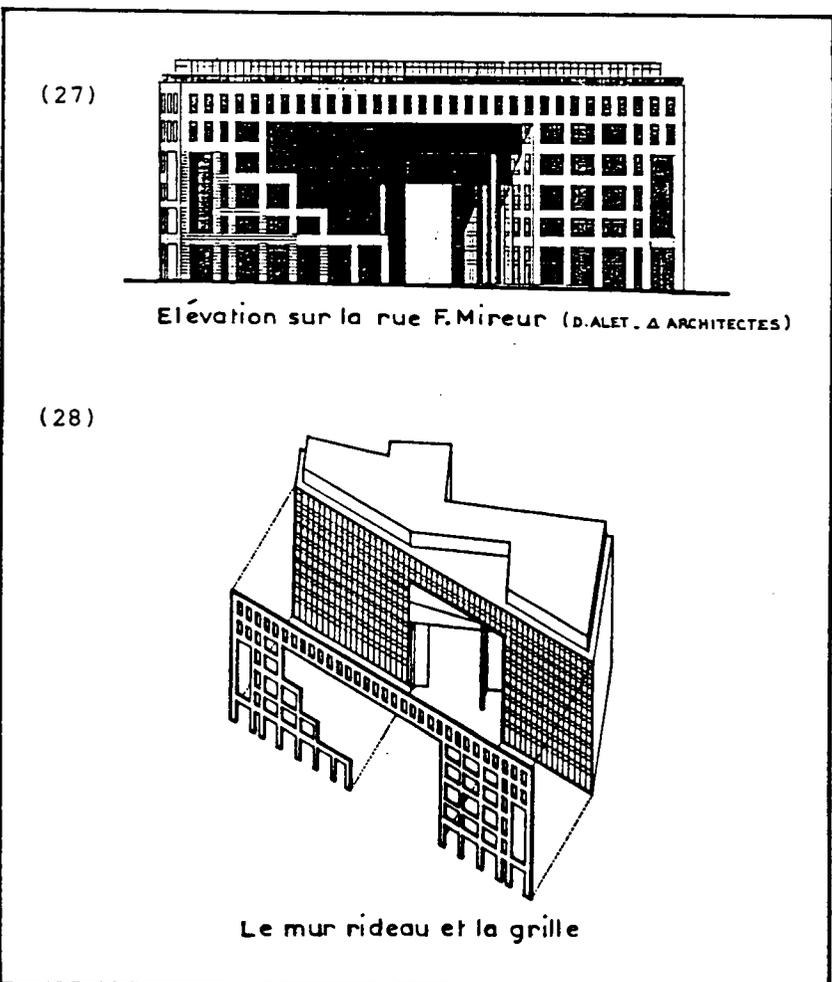
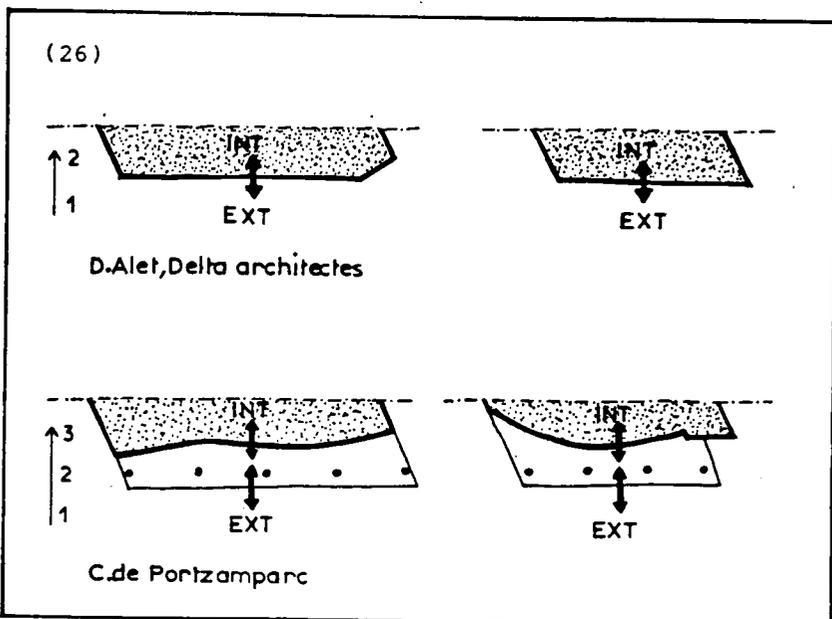
Deux partis très différents donc, mais surtout un premier problème d'échelle. D'un côté, en assurant la liaison des deux bâtiments par un immeuble pont, Dominique ALET travaille ici dans le monumental et s'expose ainsi aux critiques des architectes de l'AGAM: "Si l'immeuble pont appartient au vocabulaire de la ville gothique, il n'apparaît pas dans la conformation de la ville du XIX<sup>e</sup> siècle qui nous intéresse ici. Il faut regarder aujourd'hui vers les villes nouvelles pour retrouver l'emploi d'immeubles ponts utilisés dans la logique d'une architecture à l'échelle du territoire. Ainsi, le choix effectué Rue Colbert peut être assimilé à un non-sens historique qui nie le caractère intrinsèque des îlots haussmanniens".(1) De l'autre, en adoptant une échelle intermédiaire entre les bâtiments du Centre Bourse et en optant pour le double jeu du classicisme et de la modernité, Christian DE PORTZAMPARC évite manifestement le piège de la monumentalité et retrouve par là même une échelle plus urbaine et donc plus proche aussi des préoccupations de l'Agence.

(1) J.SBRIGLIO, Avis sur le projet 1 et 3 Rue Colbert, AGAM, non daté.



#### 4- Un travail sur les limites

- Deux démarches différentes là aussi, mais une même recherche de cohérence: en travaillant des décrochés Rue Magenta et en exploitant la même logique de composition pour l'ensemble des façades, Dominique ALET centre virtuellement son projet sur le passage et conforte ainsi son parti de l'immeuble pont; en travaillant un retrait sur la Rue François Mireur et en jouant la richesse du vocabulaire en façades, Christian DE PORTZAMPARC refuse le principe du projet centré et renforce par là même son parti du double plot. Bref, des différences qui en fonction du programme et des limites de constructibilité s'expriment davantage en façades qu'en plan et qui se marquent, Rue François Mireur tout particulièrement, dans une confrontation à distance entre mur rideau et façade épaisse.
- (24)
- (25) Au rez-de-chaussée d'abord où chez Dominique ALET,
- (26) le rapport intérieur-extérieur est assuré par le seul mur rideau alors qu'à l'inverse, Christian DE PORTZAMPARC développe très largement le thème de la galerie. En tenant l'alignement par une série de poteaux, en travaillant le retrait dans un mouvement ondulatoire qui prend de l'ampleur vers l'angle Mireur-Belsunce et en retrouvant la configuration classique rez-de-chaussée-entresol, sa réponse s'inscrit dans une réflexion plus large sur les rapports entre pratiques urbaines et perméabilité des espaces. En créant ici un espace tampon entre espace public et commerces, elle suggère précisément le développement et l'enrichissement des pratiques attendus par l'AGAM.



- (27) Sur le développé de la façade ensuite où le parti de Dominique ALET s'exprime à travers la double solution du pan de verre et de la grille.(1)
- (28) Avec la déclinaison et le surdimensionnement de cette grille ajouté à celui des percements et des colonnes, on perd ici toute notion d'échelle.(2)
- (29) Plus encore, les encadrements successifs de la Rue Magenta et la stratification du bâtiment dans partie supérieure conduisent à une monumentalisation dont les référents sont plus à chercher du côté de l'arche ou de la porte que du passage urbain.

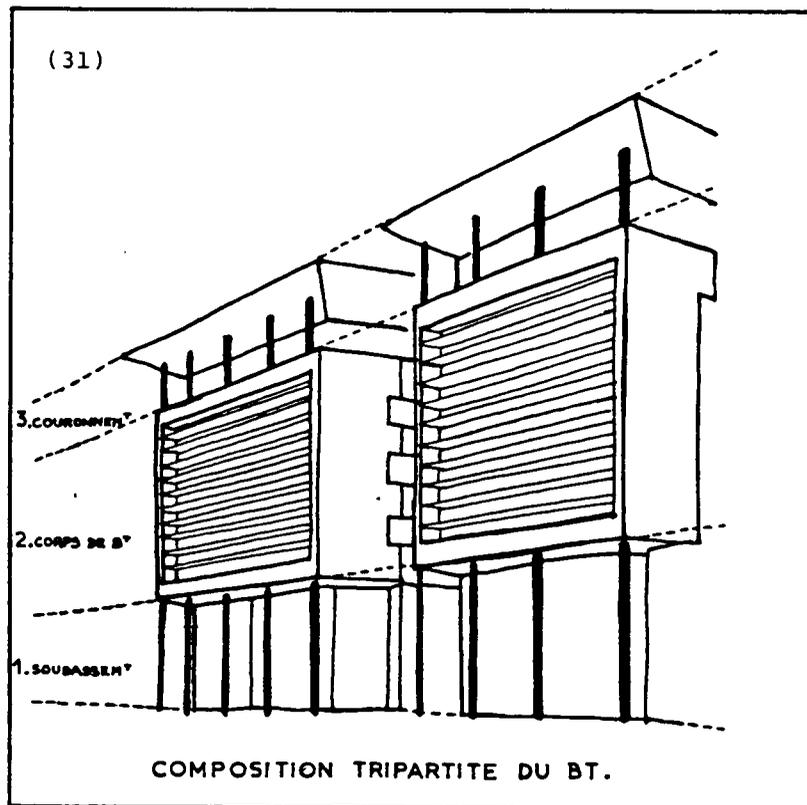
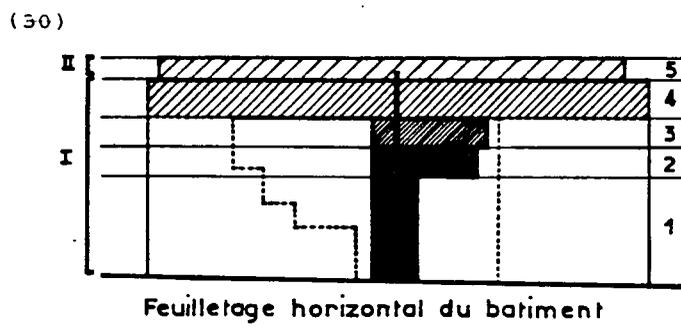
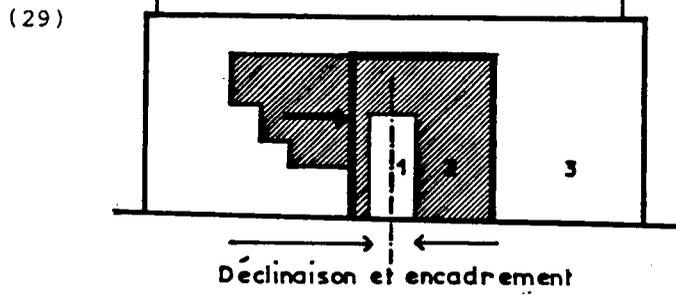
Sans chercher ici à polémiquer sur la pertinence de ces choix architecturaux, il est clair qu'une telle monumentalisation appelle une lecture frontale que n'autorisent ni la largeur de la Rue Mireur ni la proximité des bâtiments du Centre Bourse. Il est clair en conséquence qu'elle constitue une réponse tout à fait inadaptée au travail Nord-Sud demandé par l'AGAM: "La volonté de cadrer la perspective sur la Halle Puget par un effet de porche monumental relève d'une lecture erronée. Ni l'échelle de la halle ni sa situation dans le tissu Sainte-Barbe ne réclament en effet la mise en place d'un dispositif de ce genre qui risque de dénaturer purement et simplement la qualité de sa perception".(3) Bref, une réponse "hors sujet" dans

---

(1) On pourra s'étonner avec l'AGAM de ce choix en façade Sud: "Il serait souhaitable que la façade Sud avec ses problèmes de protection solaire évite la solution simplificatrice du mur rideau pour retrouver les valeurs d'une architecture moderne qui n'ignore pas son caractère méditerranéen", J.SBRIGLIO, doc. cité.

(2) 3x3.20, 3x3 et 3x5 pour les percements, 12.50 et 16 mètres pour les colonnes!

(3) J.SBRIGLIO, doc. cité. Voir également G.ROMANO: "La Halle Puget placée dans la perspective de la porte risque de pa-



sa volonté de privilégier l'échelle de la monumentalité au détriment d'une échelle urbaine plus fine.

- (31) C'est précisément cette échelle plus fine que l'on va retrouver dans le projet de Christian DE PORTZAMPARC où le travail en rez de chaussée se poursuit dans la composition tripartite des deux bâtiments.(1) Du soubassement au corps de la façade et à l'attique, il ne s'agit plus en effet de percer et de redécouper une paroi lisse, mais de travailler une façade épaisse à l'aide d'éléments architectoniques comme le poteau, le claustra, le brise-soleil ou la casquette. En travaillant simultanément l'épaisseur, l'horizontalité et la verticalité, Christian DE PORTZAMPARC renforce son parti du double plot et évite les ambiguïtés de la seule perception frontale, mais il annonce aussi un traitement particulièrement subtil du rapport à l'existant.

#### 5- Le rapport à l'existant

Rupture ou raccord? Affirmation ou compromis? Au regard de ce qui vient d'être dit des deux partis et de leur travail en façades Sud, on pressent déjà bien sur que ces questions vont recevoir elles aussi des réponses différentes.

.../... raitre insignifiante derrière les grands immeubles de la Rue Magenta. Du fait de cette semi-fermeture, l'espace Mineur sera davantage orienté Centre Bourse-Belsunce alors qu'il avait paru fondamental dans la lecture de cet espace qui soit mise en évidence la direction vers le triangle Sainte-Barbe".

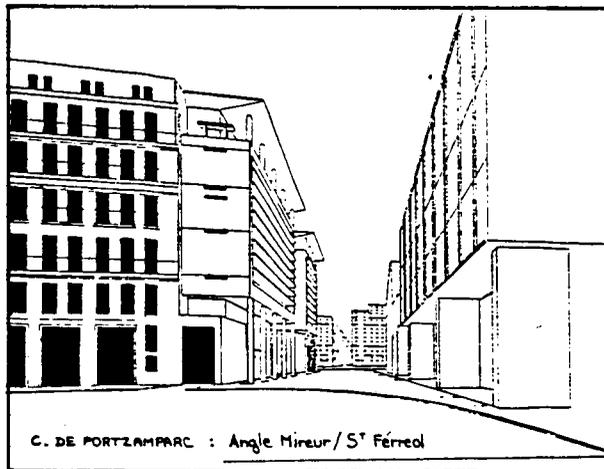
(1) Il répond par là même aux recommandations de l'AGAM; voir Deux façades pour la ville, op. cité.

(32)



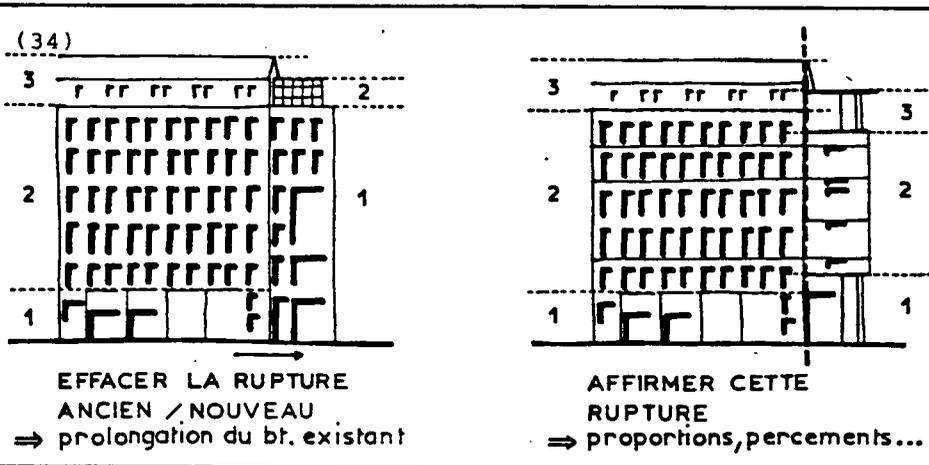
ELEVATION SUR LA RUE ST FERREOL PROLONGEE (D. ALET, A ARCHITECTES)

(33)



C. DE PORTZAMPARC : Angle Mireur / S<sup>t</sup> Ferreol

(34)



EFFACER LA RUPTURE  
ANCIEN / NOUVEAU  
=> prolongation du bt. existant

AFFIRMER CETTE  
RUPTURE  
=> proportions, percements...

- (32) Rue Saint Ferréol d'abord où la façade de Dominique ALET vise à prolonger l'existant alors que celle de Christian DE PORTZAMPARC travaille l'autonomie du nouveau par rapport à l'ancien. Continuité et discontinuité relatives pourtant au sens où le premier opère un compromis peu clair avec les hauteurs et les rythmes haussmanniens alors que le second joue précisément avec eux pour mieux introduire son propre vocabulaire.
- (35) Cours Belsunce ensuite où Dominique ALET tente le même type de traitement que sur la Rue Saint Ferréol alors que Christian DE PORTZAMPARC adapte sa réponse aux dimensions et au statut urbain de ce nouvel espace. C'est peut-être ici curieusement que les deux démarches révèlent le plus clairement leur différences. Chez le premier en effet, l'exigence de liaison avec l'existant s'exprime de manière mécaniste dans un pastiche de la modénature haussmannienne et produit une façade à la lisibilité incertaine. Chez le second par contre, le refus du pastiche et la volonté d'associer l'existant à la composition se traduisent dans un dialogue entre "clacissisme" - la composition tripartite et les percements - et modernité - la faille et ses dimensionnements - où la rupture entre ancien et nouveau n'est plus là que pour mémoire.

Rue Magenta enfin où Christian DE PORTZAMPARC semble poursuivre le travail engagé Cours Belsunce (1) alors que Dominique ALET retrouve ici les ambigui-

---

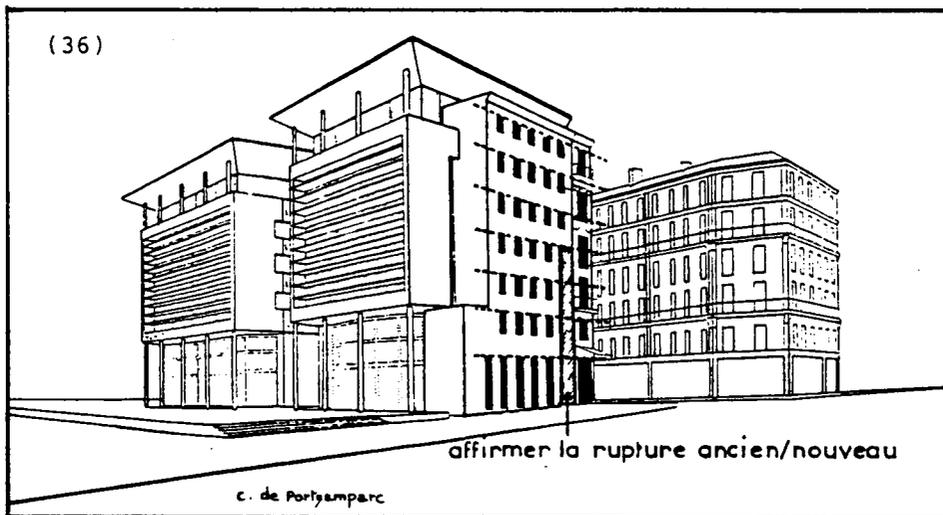
(1) La documentation disponible ne nous permet pas en effet ici d'affirmer, mais tout au plus d'interpréter les indices existants.

(35)

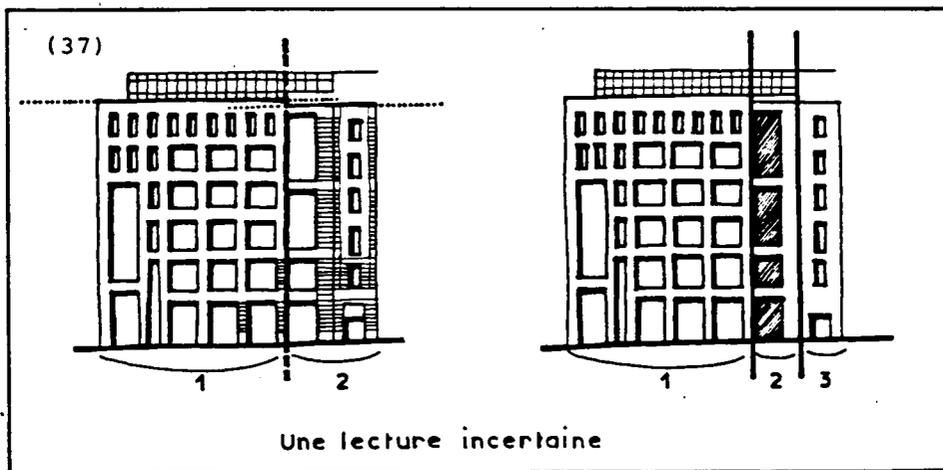


ELEVATION SUR LE COURS BELSUNCE (D. ALET - A ARCHITECTES)

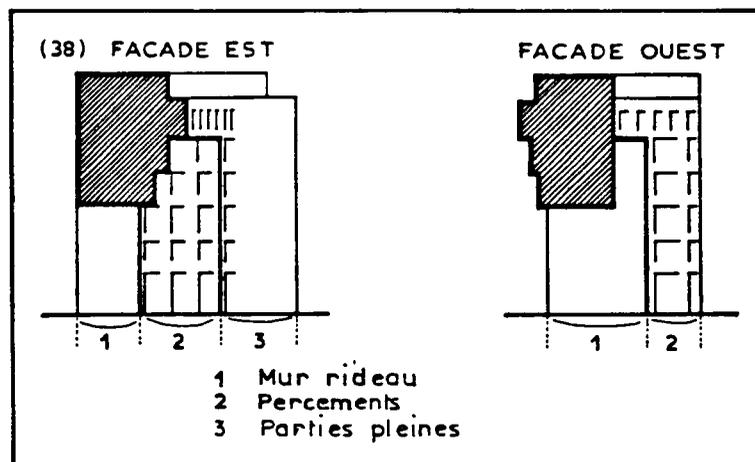
(36)



(37)

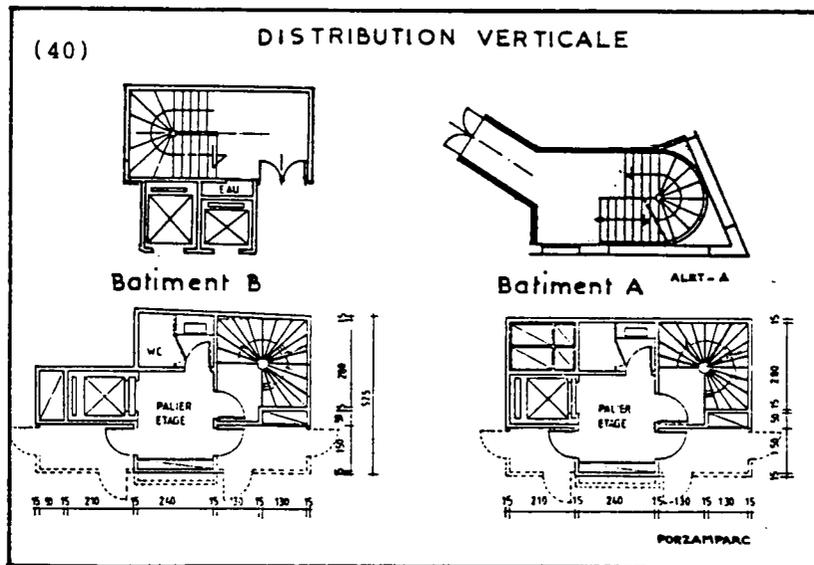
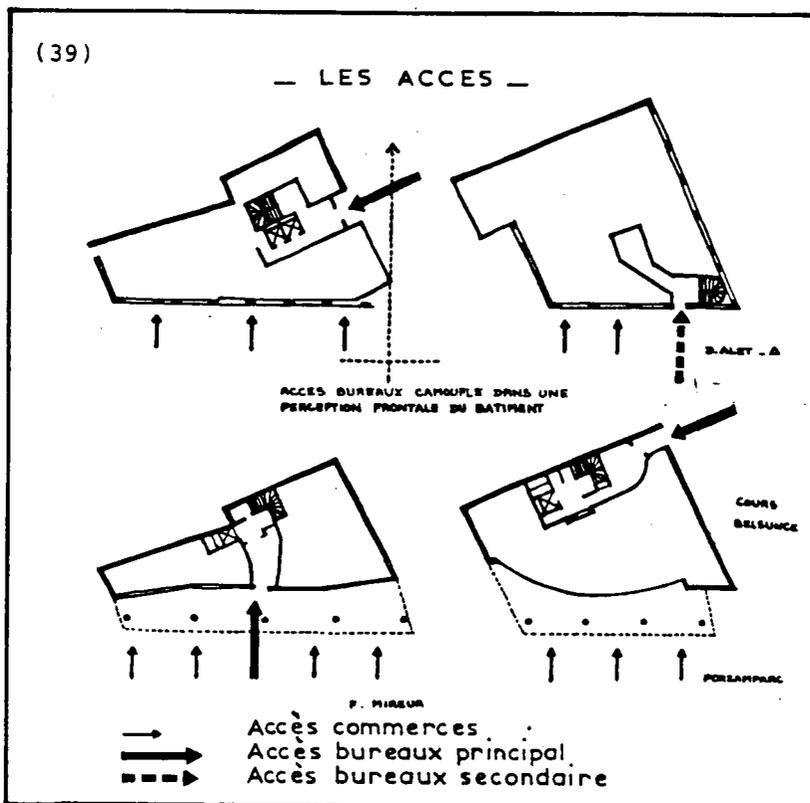


(38) tés de la monumentalisation du passage. En substituant à la logique de la liaison celle de la négation de l'existant et de la juxtaposition des masses et des vocabulaires, il montre non seulement les limites de son parti mais celles aussi d'une architecture éclectique où la modernité ne serait plus qu'accumulation et redondance des signifiants.



#### 6- Le traitement des accès

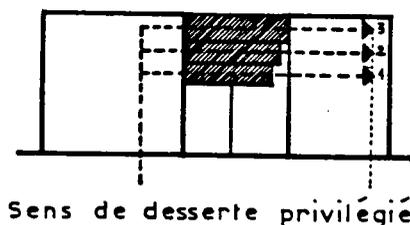
Là encore, rien d'étonnant sans doute si les deux projets manifestent des différences importantes. Négligeant le travail du soubassement et par là même un possible développement des pratiques urbaines



- (39) à partir des commerces projetés Rue François Mireur, Dominique ALET crée deux entrées fortement hiérarchisées: une entrée principale au coeur même du passage dont le positionnement en retrait interdit toute perception immédiate et une entrée de service à l'angle Mireur-Belsunce, soit précisément en un lieu de convergence des perspectives et des pratiques. A l'inverse, en fonction de la situation urbaine de ses deux plots et d'un développement supposé des circulations et des pratiques piétonnes, Christian DE PORTZAMPARC travaille deux entrées séparées dont le positionnement évite toute recherche formelle en façade.

- (40) En fonction du traitement des accès et de leurs effets sur la distribution de chacun des deux bâtiments, c'est donc l'ensemble du parti et de ses rapports aux attendus de l'AGAM qui se trouvent ainsi confirmés ou infirmés.
- (41) En imposant une desserte Ouest-Est, Dominique ALET privilégie manifestement l'ilôt du 3 Rue Colbert et travaille ainsi contre son parti d'un projet centré alors que l'option de Christian DE PORTZAMPARC conforte l'équilibre des deux bâtiments face à l'ouverture de la Rue François Mireur vers le Cours Belsunce et à sa transformation en place ou en "forum".(1)

(41)

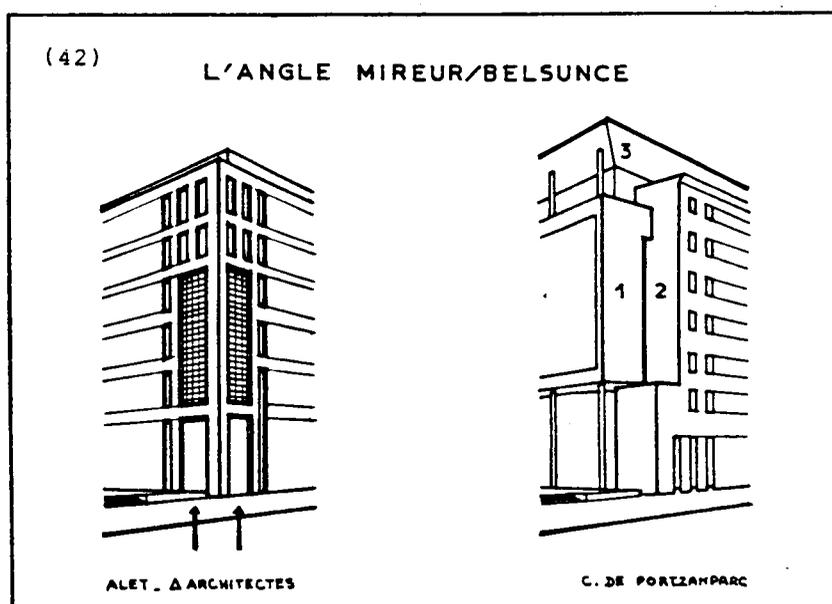


(1) "L'espace public Rue François Mireur doit être requalifié et s'ouvrir d'une part vers la Rue du Petit Saint-Jean élargie et la Médiathèque de l'Alcazar, d'autre part vers la Halle Puget et la nouvelle Faculté des sciences économiques, devenant ainsi la liaison piétonne privilégiée pour ces équipements et services de centralité", Deux façades pour la ville, doc. cité.

7- Le travail révélateur de l'angle  
Mireur-Belsunce

Pour en terminer avec l'analyse de ces deux projets, nous nous intéresserons précisément à l'angle Mireur-Belsunce dans la mesure où, plus encore peut-être que les oppositions immeuble pont contre double plot ou mur rideau contre façade épaisse, son traitement nous semble révéler deux conceptions bien différentes du travail architectural.

- (42) En optant pour une plate reprise des alignements et pour une composition symétrique où l'angle lui-même tente d'ordonner un ensemble de percements hétéroclites, Dominique ALET produit en effet ici une de ces architectures où le savoir-faire et la multiplication des "petits coups" tiennent lieu de travail sur la mo-



dernité.(1) A l'inverse, en travaillant la décomposition et l'emboîtement des volumes, Christian DE PORTZAMPARC dépasse là encore le problème ponctuel du traitement de l'angle pour produire une architecture clairement identifiable où la richesse de la composition et l'originalité du vocabulaire s'affirment sans ambiguïté ni démonstration superflue.

La confirmation donc de ce qu'avait déjà montré l'analyse, mais l'assurance aussi du caractère exemplaire de ces deux projets: au delà de la personnalité et de l'itinéraire propres à Dominique ALET et à Christian DE PORTZAMPARC, c'est bien du contenu de la production architecturale et de ses actuelles lignes de partage dont il est aussi question ici.

#### 8- Politique urbaine et gestion des paradoxes

Au regard de l'analyse qui vient d'être développée, aucun doute: c'est bien la proposition de Christian DE PORTZAMPARC qui répond au plus près aux recommandations et aux propositions de l'AGAM. En toute logique, c'est donc elle qui aurait dû être retenue pour terminer les deux îlots haussmanniens des 1 et 3 Rue Colbert et accessoirement, pour participer à une relance locale du débat architectural. Il n'en a rien été pourtant et contre les avis de l'Agence,

---

(1) On pourrait notamment s'interroger sur l'éternel retour du pavé de verre et sur sa propension à dissimuler ou tenter de dissimuler aujourd'hui des faiblesses ou des erreurs de composition.

c'est le projet de Dominique ALET qui a reçu, pour un temps du moins, l'approbation de la municipalité et de ses services techniques.(1)

Comme souvent face à la complexité et aux inconstances de la politique urbaine marseillaise, on en est alors réduit aux hypothèses. Perte de pouvoir de l'AGAM en un moment où la "reconquête du centre-ville" hésite entre le court et le long terme ou traduction de conflits propres à l'institution? Guerre des services qui se réglerait alors par projets interposés ou résistances face aux nouveaux enjeux de la gestion urbaine? Rejet d'une architecture et d'un architecte qui refusent le jeu du monumental et du superfétatoire ou adhésion aux représentations de la ville comme instrument d'une nouvelle politique de l'image? Bref, l'aboutissement d'un véritable débat ou, plus trivialement peut-être, son abandon face aux pressions d'un promoteur?

Des hypothèses qui se sont pas innocentes bien sur. Pour les confirmer ou les infirmer, il nous faudrait maintenant poursuivre ce travail et mettre en perspective l'analyse du "1 et 3 Rue Colbert" avec celle des trois autres projets déjà annoncés. C'est à cette condition seulement que ce premier travail exploratoire pourrait réellement prendre sens...

---

(1) Il semblerait en effet aujourd'hui que ces mêmes services aient confirmé Dominique ALET dans sa fonction de maître d'œuvre... mais en lui demandant de modifier son parti en renonçant notamment à l'immeuble pont. A suivre donc!

- SOMMAIRE -

• <u>AVERTISSEMENT</u>	2
• <u>D'UNE IMAGE L'AUTRE</u>	3
I- LA RECONQUETE DU CENTRE	5
1- Les enseignements des années 60	5
2- La fin du statu quo	8
II- CONSTRUIRE LA VILLE SUR LA VILLE	12
1- Débat architectural et mobilisation des compétences	12
2- Une ville en chantier	16
• <u>D'UN PROJET L'AUTRE</u>	20
"1 ET 3 RUE COLBERT"	23
1- Situation et enjeux	23
2- Les orientations de l'AGAM	25
3- Un problème d'échelle	35
4- Un travail sur les limites	37
5- Le rapport à l'existant	41
6- Le traitement des accès	45
7- Le travail révélateur de l'angle Mireur-Belsunce	48
8- Politique urbaine et gestion des paradoxes	49

\* \* \*

\*